PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

29 JUIN 1965 - N° 40 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

SAINT-DOMINGUE

A Saint-Domingue, les troupes des Etats-Unis semblent hésiter devant l'ultime geste à accomplir. Après avoir débarqué en force et à défaut de massacrer eux-mêmes, avoir favorisé et permis les massacres, les fusillades et les exécutions sommaires, la plus forte armée du plus fort Etat du monde s'arrête devant quelques rues tenues par quelques centaines d'hommes armés de mauvais fusils. A-t-elle honte ? Pas une armée, pas une telle armée.

Il est maintenant question de plus en plus de traiter avec le colonel Caamano et ses hommes alors que les U.S.A. ont débarqué dans une petite île des dizaines de milliers de soldats pour l'empêcher, lui Caamano, de prendre le pouvoir. Il serait question de former un gouvernement qu'il dirigerait.

Et l'armée des U.S.A. hésite.

Caamano, à la tête de ce gouvernement, après qu'on ait emprisonné, massacré les forces vives du pays, serait un otage, il n'aurait en fait aucun pouvoir. Il accepte. Que peut-il faire d'autre ?

Mais les U.S.A. hésitent.

Ils le connaissent bien, Caamano. Ce n'est pas un homme de gauche. Ce qu'il sait de la guerre il l'a appris aux Etats-Unis, à l'école des Marines. Il fut officier sous le régime Trujillo. Il a exactement ou presque la même biographie que son adversaire, le général Imbert.

Mais les U.S.A. hésitent.

Ils savent, les dirigeants des Etats-Unis, que lorsqu'on ne tue pas jusqu'à l'espoir, le désir de liberté peut toujours soulever les hommes qui sont des hommes. Le pays est occupé, blessé à mort, ligoté. Mais Caamano au pouvoir — quel qu'il soit dans le fond du cœur et de l'âme — cela veut dire, pour la population de Saint-Domingue, qu'elle n'a pas été entièrement vaincue. Cela veut dire que les derniers combattants de la dernière rue et de la dernière maison ont eu raison de tenir à un contre mille et qu'à un contre mille ce sont finalement eux qui ont gagné. Même si ce n'est pas vrai dans les faits, même si ce n'est vrai que dans les cœurs des Dominicains, on comprend que

les U.S.A. hésitent.

Leurs politiques et leurs militaires aux USA se demandent s'il ne vaudrait pas mieux en finir un bon coup, massacrer ceux qui résistent, fusiller ceux qui espèrent, enchainer ceux qui bougent et, s'il en reste, les emprisonner dans leur propre île avec un soldat U.S. derrière chaque fenêtre ou, pourquoi pas, derrière chaque conscience.

Mais les U.S.A. hésitent à faire cela aussi.

Ils ont débarqué, à Saint-Domingue, dix fois plus d'hommes que nécessaire pour impressionner et faire se sauver les leaders « libéraux » qui, pensaient-ils, devant leur intervention, se rendraient sans combattre. C'est ce que certains ont fait, mais il s'en est trouvé d'autres pour rester. Et les U.S.A. ont dû massacrer et faire massacrer. Ils se sont trouvés dans la situation de faire un Budapest. Ils l'on fait en partie, mais le dernier pas leur coûte. Parce que l'exemple qu'ils voulaient donner, ce n'est pas celui d'un pays où il faut un soldat derrière chaque habitant pour empêcher la subversion. Cet exemple-là, c'est l'opposé de ce qu'ils voulaient faire. Car du golfe du Mexique à la Terre de Feu, des millions d'hommes ne peuvent s'empêcher de dire qu'à ce compte-là l'impérialisme américain n'aura jamais assez de soldats pour empêcher la subversion, en Amérique latine.

Et puis, si les U.S.A. hésitent, c'est qu'ils sont payés par l'exemple du Sud-Vietnam pour savoir, qu'à l'opposé, on ne peut pas non plus faire confiance, pour gouverner, aux généraux jusqu'au-boutistes réactionnaires.

La crise algérienne

S'IL était sans aucun doute impossible de prédire l'heure, la date et le lieu du putsch du colonel Boumedienne — sauf peut-être pour certains « prévilégiés », tel le gouvernement français, que des émissaires du chef de l'armée algérienne auraient discrètement sondé sur ses réactions probables quelques jours auparavant — une telle éventualité n'était pourtant pas imprévisible.

Car elle était inscrite dans la logique des choses et constituait une conclusion possible à la situation algérienne et au rôle que l'armée y avait joué depuis l'indépendance. « Voix Ouvrière » dans son numéro du 3-11-64, après l'arrestation du leader du F.F.S., Ait Ahmed, écrivait :

« Dans les pays sous-développés, hormis une dictature prolétarienne, c'est-à-dire un gouvernement des classes les plus pauvres, aucune forme de « démocratie », même au sein de la classe dirigeante, n'est possible par une direction collégiale. Cela voudrait dire, en cas de divergences au sommet même du pouvoir, la possibilité d'une intervention de la base, et la faible résistance de ces régimes ne le permet pas. Mais la victoire de Ben Bella risque de creuser sa propre tombe. Car l'élimination successive de tous les hommes et formations politiques, grâce à l'armée régulière, fait qu'aujourd'hui celle-ci reste la seule force organisée en Algérie, la seule capable de préserver « la paix sociale », le dernier bastion de « l'ordre ».

« Mais le sabre dont Ben Bella s'est largement servi pour éliminer toutes les oppositions, ce n'est pas lui qui le tient, mais Boumédienne. Et il est douteux que ce dernier ne se serve tôt ou tard de cet avantage et laisse toujours la lame au fourreau. Comme le remarquait déjà Marx dans « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » : « La moustache et l'uniforme que l'on célébrait périodiquement comme la sagesse suprême de la société et comme vecteurs de la société, ne devaient-ils pas finir par croire qu'il valait mieux sauver une fois pour toutes, en proclamant leur propre régime comme régime suprême, et libérer complètement la société bourgeoise du souci de se gouverner elle-même ? » Le sabre appelé à sauver le pouvoir n'en profitera-t-il pas pour l'exercer pour lui-même, car si Boumédienne a parfaitement servi Ben Bella, et l'a assuré de la victoire, Ben Bella a parfaitement servi Boumédienne en faisant place nette et en le rendant indispensable. Et aujourd'hui l'instauration d'une dictature militaire à plus ou moins long terme en Algérie est à l'ordre du jour, ce n'est qu'elle d'ailleurs qui sera le bonapartisme achevé. »

Ce rôle essentiel de l'armée de métier, ceux qui caractérisaient l'Etat algérien comme un régime de transition contenant des éléments socialistes, ne l'ont pas vu ou n'ont pas voulu le voir pendant trois ans. Et ceux qui mettaient le danger en évidence s'entendaient répondre que cette armée était formée d'anciens maquisards et issue du peuple... comme si toutes les armées du monde n'étaient pas « issues du peuple ».

Mais c'est surtout que, voulant voir à toute force dans l'Etat benbelliste une possibilité de socialisme, ils se sentaient obligés de justifier ses différents aspects et par conséquent celui qui lui était essentiel : l'armée.

Car Ben Bella n'a été frappé que par l'instrument principal de son propre pouvoir.

C'est bien en effet cette armée nationale populaire qui, sous le nom de l'Armée de Libération Nationale des Frontières, a décidé au lendemain immédiat de l'indépendance de la victoire du groupe de Tlemcen, Ben Bella, Ferrat Abbas, Khidder, Boumédienne, sur le gouvernement provisoire de la République algérienne, Ben Khedda, Krim Belkacem, Boudiaf. C'est au prix de deux ou trois mille morts du côté des maquisards de l'intérieur et en particulier de la Willaya IV, celle de l'Algérois, qui tentait de s'opposer à leur marche, que Ben Bella a été amené à Alger par les troupes du colonel Boumedienne.

En cette circonstance décisive pour la nation algérienne tout entière, il n'a jamais été question pour Ben Bella de faire appel aux masses ouvrières et paysannes. Ce n'est pas de leur avis qu'il s'est soucié, ce n'est pas de leur force qu'il voulait pour prendre le pouvoir. C'était pourtant là le critère décisif, essentiel pour caractériser l'homme politique. Car ce n'est pas mobiliser le peuple que de se faire plébisciter une fois arrivé au pouvoir, grâce à une toute autre force que celle des masses, ou encore de demander à chaque algérien lors d'une journée nationale de l'arbre d'aller en planter un dans le bled afin de refaire la forêt algérienne. De grandes journées folkloriques populaires, tous les gouvernements du monde savent les organiser et s'en servir, et plus particulièrement les gouvernements autoritaires.

Bien sûr Ben Bella ne fut pas le seul des leaders politiques algériens à se refuser à mobiliser les masses. En fait, aucun des chefs du FLN ne l'a jamais tenté après l'indépendance. Et par là, tous avaient admis que ce serait l'armée qui allait trancher leurs différends lorsqu'ils surgiraient.

N'étaient-ils pas d'ailleurs tous d'accord pour constituer, en pleine guerre de maquis, en territoire marocain ou tunisien, une armée régulière de plusieurs dizaines de milliers d'hommes. Cette armée régulière ne pouvait pas servir, et n'a jamais servi dans les faits, contre l'armée d'occupation française. Face à la puissance technique et numérique de celle-ci, il n'était pas question

● Suite page 8

Après le retrait de la candidature Defferre

L'ECHEC de la Fédération socialiste-M.R.P. et le retrait de la candidature Defferre qui a suivi cet échec doivent plonger les états-majors des partis dans des abimes de perplexité. Toute la campagne électorale pour les élections présidentielles est à « repenser ».

Le M.R.P. va-t-il présenter ou rechercher au « centre » un candidat à opposer à de Gaulle susceptible de réunir les voix « conservatrices », ni d'extrême droite, ni d'extrême gauche. Un monsieur Pinay par exemple. Ce serait symbolique, car le passé récent prouve que l'électorat « conservateur » se considère justement, et parfaitement, représenté par le gaullisme et l'U.N.R.

Le parti socialiste va-t-il trouver dans son sein un autre candidat, Guy Mollet par exemple, susceptible de trouver sur la gauche du P.S., vers l'électorat communiste, l'appoint que Defferre n'a pas trouvé sur sa droite. Ce serait possible, mais pour cela il faudrait discuter avec le P.C.F. et, éventuellement, promettre un certain nombre de choses en cas de victoire. Or, malgré le rapprochement, superficiel, entre la politique étrangère de l'impérialisme français et celle de l'Union soviétique, la bourgeoisie française ne saurait tolérer dans la période actuelle de voir des dirigeants du P.C.F. participer de quelque façon que ce soit à l'exercice du pouvoir.

Si Guy Mollet se résolvait à ce type de solution il perdrait toute la confiance que la bourgeoisie peut lui accorder et, bien entendu, Guy Mollet n'accepterait pas d'avoir à gouverner dans ces conditions.

S'il concluait un tel pacte ce serait uniquement, et après avoir tout bien pesé, dans le but de préserver l'avenir parce qu'il serait certain dans l'heure présente de n'avoir aucune chance d'être dans la situation gênante de devoir honorer ses promesses électorales, ce qui serait pour lui un véritable changement d'idéal. Nous plaisantons ! Guy Mollet n'est guère gêné pour se renier. Il l'a fait tant de fois qu'il ne sait plus lui-même ce qu'il renie, si c'est encore une promesse ou déjà un reniement et 1956 pour lui n'est qu'une date parmi d'autres. En fait, ce que Guy Mollet craindrait c'est qu'une victoire, même électorale, d'une candidature type Front Populaire risquerait de susciter des espoirs tels que les travailleurs seraient bien capables d'exiger, avec leurs armes propres et non plus par un simple bulletin de vote, qu'il tienne parole. Ce risque-là il ne le courra pas, et si une telle candidature se fait jour sur cette base, ce n'est que si les dirigeants du P. S. sont bien certains qu'elle n'a aucune chance.

Cette situation des dirigeants socialistes enlève d'ailleurs une belle épine du pied aux dirigeants du Parti communiste. Tant que Defferre se présentait, les dirigeants du P.C.F. avaient beau jeu de dire « Defferre vaut de Gaulle » ; la preuve : il ne veut pas discuter avec nous et dans ces conditions nous présenterons un candidat ». C'était net et indiscutable. Cela pouvait parfaitement se défendre devant une partie des militants, bien qu'assez délicat à présenter à un grand nombre d'autres et devant l'électorat car, évidemment, présenter un candidat communiste c'était ôter toute chance à Defferre et assurer à coup sûr l'élection de de Gaulle. Voter P.C. c'était donc voter de Gaulle et Defferre ne se faisait pas faute de le dire et ne se serait pas fait faute de le répéter durant la campagne électorale.

Evidemment pour les travailleurs et les militants du P.C.F. les plus conscients, ce dernier sentiment n'avait pas prise parce qu'il est clair que Defferre n'était que la variante à peine rosie du gaullisme. Defferre élu, les travailleurs, les masses laborieuses du pays n'auraient vu aucun changement à leur situation, à ceci près cependant que les discours à la télévision ou ailleurs auraient été moins attendus et, à tout prendre, moins intéressants que ceux auxquels de Gaulle nous a habitués. Mais pour une partie des militants du P.C.F. et pour une partie de son électorat chez qui le P.C. a renforcé toutes les illusions électoralistes possibles, une candidature du P.C.F. eût été mal accueillie. Tous ceux là n'auraient pas manqué de se souvenir de l'air réjoui qu'avaient les dirigeants de la C.G.T., dont Frachon, en quittant récemment l'Elysée où eut lieu entre eux et de Gaulle un marchandage dont personne ne connaît les termes exacts mais que personne n'ignore non plus.

En retirant sa candidature, Defferre vient de mettre cette combinaison par terre et les dirigeants du P.C.F. ne peuvent plus passer pour des purs tout en rendant un signalé service à de Gaulle. Defferre ne se présentera pas, de Gaulle n'a plus besoin de services et par conséquent peut-être sera-t-il tenté de ne pas vouloir rétribuer des services inutiles.

Et le P.C.F. est d'autant plus ennuyé qu'il se trouve planté là, son candidat à la main. S'il ne le présente pas cela devient flagrant qu'il ne le présentait que pour contrer Defferre. Et s'il le présente alors, c'est peut-être encore pire, parce que ce candidat, le seul candidat de gauche, risque de rallier les voix de l'électorat communiste, socialiste, enfin de tous les mécontents du régime actuel. Evidemment ce candidat pourrait être élu. Cela poserait des problèmes au P.C.F. mais ce serait encore la meilleure variantee. Or, il y a malgré tout peu de chances que cela soit. C'est quand même de Gaulle qui sera élu, très probablement. Et au lieu de lui avoir rendu service ils lui auront fait perdre sa large majorité et au lieu de pouvoir attendre de lui quelques avantages dans l'avenir, ils se trouveront dans la situation inverse. Sans compter qu'en plus, les dirigeants du P.C.F. ne tiennent pas tellement à voir un des leurs risquer d'être élu à la Présidence de la République. Exactement pour les memes raisons que Guy Mollet. Auraient-ils souhaité cette éventualité que cela fait longtemps qu'ils auraient présenté leur candidat avec un programme défini et déterminé. Cela fait des mois que Defferre avait commencé sa campagne et que Tixier-Vignancour en avait fait autant. Le P.C.F. aurait renoncé aux marchandages politiques et aurait présenté un candidat s'engageant fermement et en personne sur des points tels que l'augmentation générale des salaires, les 40 heures, la protection contre le chômage et les problèmes directs et concrets de la paysannerie, des vieux et des classes pauvres et numériquement les plus nombreuses. Quitte éventuellement à retirer cette candidature en face d'un autre candidat mieux placé mais reprenant ces points dans son programme. Cela le P.C.F. ne l'a pas fait, nous avons déjà dit pourquoi.

Cependant, il y a de fortes chances pour qu'il profite du fait que le Parti socialiste est au moins aussi ennuyé que lui. Le P.C.F. va donc continuer à proposer au Parti socialiste un programme commun sur un candidat socialiste commun, tout en sachant fort bien que ni Mollet ni les autres dirigeants socialistes ne pourront accepter pour les raisons évoquées plus haut. Ce sera donc de la faute du P.S. et non celle du P.C. c'est en quoi nous

● Suite page 2

Quand ceux de la "Vie Ouvrière" étaient révolutionnaires

Les grèves de 1920 chez les cheminots

Dès le début de la première guerre mondiale, majoritaires (réformistes) et minoritaires (révolutionnaires) s'affrontent passionnément au sein de la C.G.T. sur les questions d'actualité et sur leurs positions réciproques face au pouvoir et à la guerre.

Cette opposition qui se retrouve également au sein du Syndicat National des Cheminots se continuera lorsque sera créée la Fédération Nationale.

Celle-ci naîtra officiellement de la fusion de toutes les organisations cheminotes (amicales ou syndicats corporatifs) les 27 et 28 janvier 1917.

Cette fusion a eu les plus heureux effets sur les effectifs. De 60.000 adhérents dans les quelque vingt à vingt-cinq syndicats ou amicales d'avant la fusion, les effectifs passèrent d'un seul coup à 70.000 membres au lendemain de la naissance de la F.N.C. La progression sera d'ailleurs constante par la suite : de 147.000 en 1918, la F.N.C. atteindra 237.500 adhérents en 1919.

LA QUESTION DES SALAIRES

En juin 1918, une grève éclate sur le réseau du Midi, prenant une certaine importance ; tous les grands centres sont touchés.

Bien que la revendication principale soit la reconnaissance syndicale par la compagnie, cette grève marque le mécontentement croissant des cheminots.

Ce mécontentement général pour tous les corps de métiers, provient des conditions de travail et de la faiblesse des salaires.

Le pouvoir d'achat a baissé de plus de 15 % par rapport à l'avant-guerre.

Dès 1915, le syndicat national réclame une indemnité de cherté de vie égale à 40 % du salaire de base.

Il faut attendre 1917 pour que les compagnies, après intervention gouvernementale, offrent une indemnité de vie chère de 180 F, annuelle, hiérarchisée. Mais le coût de la vie augmentant plus rapidement que les réajustements successifs et permanents de cette indemnité de vie chère, il s'ensuit une série d'actions revendicatives.

Des arrêts de travail sporadiques se produisent un peu partout sur tous les réseaux.

La fin de la guerre arrivant n'apporte aucun changement notable dans cette course ; la question des salaires reste et restera posée durant toutes les années qui vont suivre.

LE CONGRES DE LYON ET LA NAISSANCE DES C.S.R.

Le congrès de Lyon qui s'ouvre le 15 septembre 1919 consacrera, au sein de la C.G.T., la rupture idéologique et tactique — surtout tactique — entre deux tendances, cassure qui n'ira qu'en s'accentuant (1).

Les minoritaires, d'abord groupés autour du journal « La Vie Ouvrière », fondée en 1909 par un groupe de militants révolutionnaires parmi lesquels Pierre Monatte et Alfred Rosmer, sont les plus conséquents, puis dans les Comités Syndicalistes Révolutionnaires (C. S.R.), se heurtent sans cesse aux majoritaires, réformistes, conduits par Léon Jouhaux et Georges Dumoulin.

Pierre Monatte et « La Vie Ouvrière » formulent sans arrêt les préoccupations essentielles de tous les minoritaires : aide à la révolution russe, son soutien permanent et son extension par la pleine mesure de toutes leurs forces. Parallèlement, les minoritaires luttent contre la dégénérescence « des militants enlisés dans un fonctionnarisme syndical » (déjà !). Et pour lutter contre cette dégénérescence, les C.S.R. tentent de remettre en selle les traditions du syndicalisme révolutionnaire et de faire renaître son esprit d'autrefois.

L'année 1919 avait été marquée par une recrudescence des luttes ouvrières. La loi dite des huit heures, votée en avril, et qui consacrait une très ancienne revendication ouvrière, n'avait pas calmé les esprits. D'ailleurs les révolutionnaires pensaient que les huit heures, comme les questions professionnelles ou de salaires, sont des objectifs dépassés :

« Les huit heures ont été accordées pour empêcher l'explosion du mécontentement, dans ce but seul de conjurer une crise révolutionnaire...

... Dans certains milieux, on paraît attendre des miracles de cette concession faite aux travailleurs. C'est un joujou merveilleux qui doit faire taire l'enfant et lui faire oublier son mal », et P. Monatte d'ajouter que la loi de huit heures « c'était une répercussion de la révolution russe... » (2).

Après un 1er mai sanglant (deux morts) auquel ne répond pas tout de suite la C.G.T., les mois de mai, juin et juillet enregistrent de grandes grèves, partout en France (métro et traminots à Paris, mineurs dans le Nord, tisserands à Rouen, métallos et chimistes un peu partout). Les cheminots ne restent pas inactifs non plus : grève de une minute en janvier, de trois à quinze minutes le 1er mai, en juin grèves sur le tas à Dijon, Arles, Oullins, Périgueux et 8.000 cheminots en lutte sur le réseau de l'Etat. (Rappelons qu'à l'époque le droit de grève était interdit aux cheminots, comme aux fonctionnaires et qu'un mouvement même réduit comportait des risques graves).

Les C.S.R., sous la direction de Midol, Monmousseau, Sémard et Besnard sont particulièrement influents sur les grands réseaux P.O., P.L.M., Etat.

Sans cesse non seulement ils tentent de transformer les « manifestations cheminotes » en grève générale, mais ils veulent, chaque fois que cela se présente, associer les cheminots aux autres corporations en lutte et politiser leurs actions, mais la direction réformiste de la Fédération Nationale des Cheminots (F.N.C.), sous la direction de Bidegaray, freine l'élan révolutionnaire des C.S.R. « considérant que les mouvements ouvriers en cours sont d'ordre exclusivement corporatif ».

L'échec du 21 juillet, qui devait être le départ d'un mouvement international (France - Angleterre - Italie) de caractère exceptionnel et dont le mot d'ordre était : « Si la grève générale a lieu le 21, elle continuera les jours suivants jusqu'à la prise du pouvoir » ne décourage pas les C.S.R., mais au contraire les sépare encore plus des réformistes confédéraux, que les révolutionnaires accusent d'être à l'origine de l'échec.

Malgré ces dissensions internes, les effectifs syndicaux progressent rapidement. En 1920 la C.G.T. compte 1.800.000 syndiqués et la Fédération Nationale des Cheminots établit, à l'aube de 1920 plus de 300.000 cartes fédérales ce qui sur 550.000 travailleurs du rail à l'époque, représente 55 % de syndiqués rien qu'à la C.G.T.

L'AFFAIRE CAMPANAUD

En janvier 1920, une quinzaine de centres ferroviaires se mettent en grève. Partie des ateliers de Périgueux en vue d'obtenir la réintégration des révoqués des mouvements précédents, elle s'étend rapidement sur tout le territoire, mais de façon sporadique, jusqu'en février.

Le 19 de ce mois, Campanaud, de Villeneuve-Saint-Georges, se voit refuser l'autorisation de se rendre à une réunion syndicale à laquelle il est convoqué. Il réplique à ses chefs : « Vous me mettez dans l'obligation d'obéir à mon syndicat ou d'obéir à la compagnie. J'obéis à mon syndicat ». Pour ce fait, il est mis à pied deux jours. A l'annonce de cette punition, les cheminots de Villeneuve font la grève des bras croisés et la compagnie ferme les ateliers.

Le lundi 23 une grève de solidarité se déclenche à Paris - P.L.M. (Gare de Lyon), le 24, elle gagne la Traction, le 25 il ne part de la gare de Paris-Lyon que cinq trains, et le 26, Midol, secrétaire de l'Union P.L.M., donne de Dijon, l'ordre de grève générale sur tout le réseau P.L.M.

ELARGISSEMENT DU CONFLIT

Le mouvement pouvait encore être localisé. Mais les compagnies désiraient secrètement une grève générale, espérant avec l'aide du gouvernement, pouvoir la briser, éliminant ainsi les éléments révolutionnaires, et reprendre par la même occasion les concessions faites depuis la fin de la guerre. De plus certaines revendications restées en suspens tomberaient de ce fait dans l'oubli.

De leur côté, les minoritaires trouvaient là l'occasion propice pour une lutte d'envergure, à laquelle ils pensaient associer les transports et les mines.

Le mécontentement était grandissant chez les cheminots, les compagnies freinant l'étude du statut et la fixation des échelles de salaires malgré l'ascension des prix que ceux-ci ne suivaient pas.

Enfin les minoritaires espéraient prendre, à l'issue de la grève, la direction de la Fédération. Aussi chacun restait-il sur ses positions.

Millerand, président du conseil des ministres, accepte d'arbitrer le conflit à condition que les cheminots reprennent le travail d'abord. Mais la Fédération pose un préalable : la levée de la punition de Campanaud. La compagnie P.L.M. répond en révoquant 300 grévistes.

Le conflit se durcissait.

Il ne restait à la Fédération Nationale qu'à étendre la grève à tous les réseaux, et c'est ce qu'elle fit le 27 au soir sous la pression des syndicats parisiens décidés à la lutte.

Mais la C.G.T. qui ne voulant pas se dérober, approuve officiellement cette grève, la trouve cependant un peu prématurée, son plan de gestion des services publics n'étant pas prêt. En effet, la centrale ouvrière travaillait à un projet de nationalisation des chemins de fer et pensait pouvoir l'imposer à la suite d'un mouvement généralisé des cheminots. Ce mouvement venait trop tôt à son gré.

Cependant la grève s'étend rapidement sauf sur le réseau du Nord. En quelques heures l'arrêt de travail est presque complet sur toutes les lignes.

L'OPINION PUBLIQUE CONTRE LES CHEMINOTS

La F.N.C., pour ne pas indisposer l'opinion publique, déjà fort troublée, tente d'organiser la mise en marche « par autorisation syndicale » de quelques trains pour le ravitaillement de Paris et la fourniture du lait aux malades et aux enfants. Mais le gouvernement et les compagnies refusent cette « offre » et les grévistes n'ont pas la volonté de passer outre ; seuls quelques trains de ce type réussissent à circuler.

De son côté, pour briser la grève, le gouvernement mobilise l'opinion publique, déclarant le ravitaillement de Paris en danger malgré les propositions syndicales de l'assurer ; comme les grévistes ne font pas suffisamment de publicité sur leurs intentions quant à leur plan de ravitaillement, le gouvernement n'a pas de mal à convaincre les « bonnes gens » du danger de disette. Des ligues civiques se créent, l'Union des Anciens Combattants propose son concours pour remplacer les cheminots en grève, le gouvernement ouvre un bureau d'enrôlement des bonnes volontés, les élèves des grandes écoles proposent leur « technicité ».

Du côté de la classe ouvrière, les marques de sympathie sont timides : quelques ordres du jour de solidarité sont votés par les mineurs, les métallos et les dockers ; on note quelques grèves partielles dans les mines du Nord.

Le gouvernement qui avait prévu la mobilisation militaire de tous les cheminots, se contente des trois classes du service actif. Il n'a d'ailleurs pas le temps de faire plus, car très vite, le 29 février, il se décide à intervenir pour apaiser le conflit.

« LA VICTOIRE DE LA HONTE »

Les directeurs des grands réseaux, qui avaient reçu les délégués de la Fédération aussitôt après le déclenchement de la grève générale, donnaient presque complète satisfaction aux revendications, sauf sur la question des sanctions, voulant en terminer avec les syndiqués actifs.

Mais la médiation du président du conseil acceptée par les deux parties modifie légèrement les propositions patronales principalement en ce qui concerne les sanctions.

Signé le 1er mars, l'accord stipule notamment qu'il n'y aura pas de sanctions pour faits de grève, pas de mesures disciplinaires ; que les échelles de salaires seront rapidement déterminées (elles le seront le 26 mars) et que le statut tant attendu, fixant les droits des délégués, sera mis au point dans les mêmes délais.

C'était une victoire pour les cheminots, puisque la grève menée en dehors de toute règle et de toute discipline contre la Fédération et la C.G.T., amenait les compagnies à reconnaître les syndicats et à respecter les droits syndicaux.

Mais les C.S.R. n'étaient pas entièrement satisfaits des résultats, car ils n'étaient pour eux que partiels. En effet, pour les minoritaires le moment semblait venu d'étendre la grève à toutes les corporations pour aller vers la grève générale politique. Aussi Monmousseau et tous les minoritaires, sans sousestimer la portée des accords et des résultats obtenus, proclament-ils qu'il y a eu victoire certes, mais « victoire qui fait honte ». Cette expression peut apparaître peu compréhensible aujourd'hui où les demi-victoires sont célébrées comme des triomphes, mais à l'époque pour les syndicalistes révolutionnaires le fait de s'arrêter sur un succès partiel alors que la victoire totale était envisageable apparaissait comme un acte honteux. Les temps ont bien changé.

Ils reprochent à la commission exécutive de la Fédération, de tendance réformiste, de s'être empressée de traiter avec les compagnies et le gouvernement, dans le but d'empêcher le déclenchement de cette grève générale tant désirée.

C'est pourquoi devenant majoritaires au congrès d'avril, les cheminots minoritaires vont faire rebondir la grève en mai, en lui donnant toute l'ampleur possible. Mais en vain comme nous le verrons prochainement.

(à suivre)
(le congrès d'avril 20)
(la grève de mai 20).

(1) La rupture organique aura lieu au congrès de Lille, deux ans plus tard, en septembre 1921, par la scission, suivie de la fondation de la C.G.T.-U.

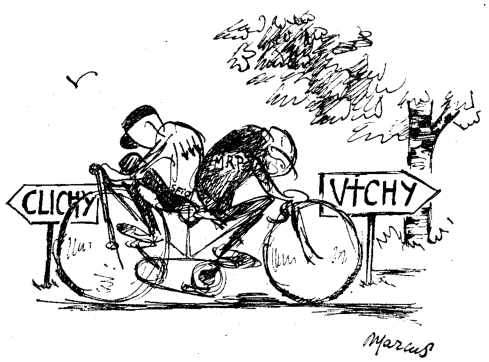
(2) Pierre Monatte, « La Vie Ouvrière » du 30 avril 1919.

Et c'est avec une influence croissante des C.S.R. chez les cheminots que débute l'année 1920.

Louis LANURE

Apres le retrait de la candidature Defferre

La Fédération dans la course à la présidence...



...ou le Tour de Gaulle 1965.

● Suite de la première page

disons que ce dilemme des dirigeants socialistes tirait une épine du pied au P.C.F. Peut-être alors devant l'échec de l'unité, au dernier moment, le P.C.F. présentera-t-il, pour la forme, un candidat qui n'aura aucune chance, même faible.

En fait, tous ces maquignonnages, ces discussions, ces marchandages avortés aussitôt qu'entrepris, ces luttes d'influence et d'individus au sein parfois des mêmes officines (Guy Mollet a flanqué Defferre au tapis, lequel Defferre l'avait doublé l'année dernière en présentant sa candidature à l'opinion avant que le parti socialiste ait choisi... Guy Mollet) n'ont lieu que parce que, pour tous ces gens là, il n'y a pas nécessité d'une alternative au gaullisme.

Il ne s'agit pour eux que d'offrir leur personne à la place de celle de de Gaulle — cas des dirigeants socialistes ou M.R.P. — et alors pourquoi lui plutôt que moi et ainsi de suite, ou d'obtenir quelques miettes du régime — cas du P.C.F. De là ce panier aux crabes.

Mais s'il était vital pour les intérêts de la bourgeoisie française d'offrir un exutoire électoral à une vague de colère de la classe ouvrière, de la paysannerie et des forces populaires en général, alors on verrait tous ces gens se mettre bien vite d'accord pour présenter un homme susceptible de duper les masses, d'orienter leur énergie vers les urnes pour les détourner de la rue, et de gouverner au mieux des intérêts de la bourgeoisie dans la voie même tracée par de Gaulle. C'est ainsi qu'en 1936 le Front populaire n'a pas servi les aspirations des masses mais les a enlisées dans un Parlement qui les a d'abord déçues, pour les conduire tout doucement à novembre 38 et à la guerre.

Nous n'en sommes pas là, un tel homme n'est pas nécessaire, de Gaulle fait parfaitement l'affaire, et les dirigeants des soi-disant grands partis et surtout des soi-disant partis ouvriers peuvent se livrer en paix à leurs petits calculs et à leurs petites combinaisons.

Roger GIRARDOT.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

ÉDITORIAL des bulletins d'entreprise VOIX OUVRIÈRE

Ni Ben Bella, ni Boumédienne le pouvoir aux ouvriers et aux paysans

Le peuple algérien, qui avait pourtant payé largement le droit de vivre en paix, fait de nouveau connaissance avec les uniformes kakis aux coins des rues, le quadrillage, les fusillades et la répression. Mais cette fois il ne s'agit pas d'une armée de soldats étrangers, de l'instrument d'un pays impérialiste, mais de « son » armée, composée d'hommes de la même langue, de la même nation.

Et, malgré les quelques manifestations montrant, en tout cas, que le coup de force de Boumedienne n'est pas populaire. Il semble bien que celui-ci parviendra à imposer son gouvernement. Cela peut paraître incroyable qu'un peuple qui a pu vaincre dans des conditions effroyables une armée de 500.000 hommes, puisse être muselé par une armée de 60.000 soldats qui ne doivent être ni très fiers ni très heureux d'avoir à tirer sur la population.

La partie n'est quand même pas définitivement gagnée pour Boumedienne et il faut peut-être du temps à la colère populaire pour se reconnaître elle-même et trouver les voies et les moyens de se manifester.

Mais cela est une hypothèse et pour le moment, bien que Boumedienne ne paraisse pas populaire, il ne semble pas que l'ensemble du peuple algérien considère qu'il ait beaucoup de raisons de défendre Ben Bella.

En effet, trois ans après l'indépendance, la situation économique du peuple algérien n'a fait aucun progrès. Depuis trois ans, aux paysans sans terre et aux chômeurs on répond par des paroles « socialistes », des promesses non tenues et des menaces qui ne sont pas mises à exécution parce qu'elles suffisent.

Qui plus est, même l'instrument de l'émancipation politique du peuple algérien a été brisé, il y a trois ans, lorsque Ben Bella est venu au pouvoir. Les combattants de l'intérieur, ceux des willayas, les organisations de base du F.L.N. ont été littéralement démobilisées et les combattants ou les militants sont depuis trois ans ou bien livrés à eux-mêmes, déçus et à l'écart de toute activité politique, ou bien, au contraire, intégrés à l'administration et à l'armée officielle. Le peuple algérien, le prolétariat des villes et des campagnes, n'a aucune organisation, aucun moyen de s'exprimer, moins encore peut-être que durant l'occupation française, car alors le Front, quoique illégal et clandestin, était lié aux masses et vivait intensément.

Et les gens, dont Ben Bella, qui sont venus au pouvoir en juillet 1962 ont littéralement effacé du pays toutes les forces qui avaient créé l'Algérie indépendante, pour appuyer exclusivement leur pouvoir sur l'armée constituée sur le modèle de l'armée française, qu'ils avaient construite à l'écart des combats, en Tunisie.

Depuis, c'est grâce à elle qu'ils gouvernent car c'est la seule force organisée du pays après qu'ils aient dévitalisé le F.L.N., muselé les syndicats, supprimé les willayas et déçu le peuple algérien.

Aujourd'hui, nous assistons à ce qui peut être le dernier acte de l'évolution d'une dictature d'abord collégiale, mais en tout cas certainement pas appuyée sur la volonté vivante des masses et leur participation, vers le pouvoir d'un seul homme, vers une dictature personnelle. Que cela se fasse au nom du socialisme ou de l'arabisme ne change rien à la chose.

Et pourquoi cela a été possible ? Ceux qui ont combattu l'ont fait pour construire une autre société. Mais cela n'était pas très clair dans leur esprit. L'impérialisme français était responsable de la misère de l'Algérie et son oppression nationale était insupportable à des hommes qui voulaient ne pas être considérés comme des étrangers dans leur propre pays. Il pouvait sembler que chasser l'impérialisme français était la première tâche et qu'après.... on verrait.

Les peuples font toujours confiance de cette façon-là, mais leurs dirigeants étaient des hommes qui ne cherchèrent pas à transformer la société algérienne et dont la phraséologie socialiste n'était qu'un paravent.

Nous connaissons nous-mêmes bien cela. Au sortir de la guerre mondiale, les travailleurs français ont aussi cru que la « libération » allait amener une société dont l'exploitation serait exclue. Ils ont aussi cru qu'il ne fallait pas être « divisés » par des « intérêts de classe », qu'il fallait être « tous unis » et que, Parti socialiste plus Parti communiste plus de Gaulle, étaient l'exemple même de cette union. Mais cette union s'est faite au détriment de la classe ouvrière, qui n'a pas combattu pour ses objectifs à elle, et n'a servi que les possédants qui ont mis fin à l'union dès qu'elle ne leur a plus été nécessaire.

En Algérie il a manqué, comme en France, aux prolétaires algériens de se donner des objectifs à eux et de savoir à l'avance comment les atteindre, tant qu'ils avaient les armes morales et matérielles en leur possession, sans faire confiance à des leaders aussi socialistes que Guy Mollet ou feu Thorez. Il leur a manqué de se retrouver dans un parti à eux, bien à eux. Le construiront-ils dans la période qui vient. Tout le problème est là.

ON ENTERRE...

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

LE MOUVEMENT PERPETUEL

Le mouvement des A.T.E. a été enterré par les organisations syndicales. La C.F.D.T. et la C.G.T. qui n'ont pas reconnu les accords signés par la C.G.C. ne sont pas décidées pour autant à aller plus avant dans la lutte et cela maintenant elles ne le cachent même plus. Les derniers tracts distribués aux A.T.E. dans la région parisienne les informent que la lutte se « développera et se durcira dès la rentrée ». Cela toujours sans avoir consulté les A.T.E. sur ce qu'ils voulaient faire. Pourquoi la C.F.D.T. championne des « référendums et enquêtes » n'a-t-elle pas procédé comme elle l'avait fait au début du mouvement ? Les organisations syndicales ont laissé mourir de lui-même le mouvement des A.T.E. et cela parce qu'elles n'ont pas voulu le diriger sérieusement, en tenant compte de la position des A.T.E. « L'unité » pour l'échec du mouvement s'est maintenue jusqu'au bout, puisque circulent dans la région parisienne des pétitions communes. Si les A.T.E. ont fait confiance aux organisations en les suivant jusqu'au bout, même dans la rue, ce n'était sûrement pas pour en revenir à la signature de pétitions, car nous savons tous que si les patrons n'ont pas cédé devant leur grève, ils cèderont encore moins devant des signatures.

La C.G.T. dans sa note confidentielle aux délégués, justifie son inaction en disant que la C.F.D.T. n'est pas prête à aller plus loin. C'est concevoir là, comme elle le fait habituellement, l'unité par le haut. Elle a été incapable de prendre la tête d'un mouvement qu'elle a rallié de mauvaise grâce. Il n'est plus à douter que si à la rentrée les syndicats reprennent l'action, qui viendra se confondre avec les élections présidentielles, ce sera avec la même incapacité et surtout pas avec l'intention d'employer les moyens propres à faire aboutir réellement les revendications des A.T.E.

(Extrait du n° 25 de la V.O., Compteurs de Montrouge.)

...L'ACTION REVENDICATIVE

A LA CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE DE PARIS

APRES LA BATAILLE

Il y a une dizaine de jours les trois organisations syndicales ont distribué un tract commun dans lequel elles nous appelaient à la solidarité financière avec les grévistes de chez Peugeot. Pour la solidarité, et pas seulement financière, avec les camarades de chez Peugeot et d'ailleurs, nous sommes d'accord: leurs revendications sont les mêmes que les nôtres et nous nous heurtons à la même bourgeoisie ou à ses représentants.

Mais ce qui ne va plus, c'est que le tract en question a été diffusé 15 jours après la fin du mouvement, mouvement qui, rappelons-le, a duré plus de dix semaines. Il faut, décidément, beaucoup de temps aux syndicats pour se mettre d'accord pour sortir un tract, car ce tract était le premier qu'ils consacraient à la grève de chez Peugeot. Après cela, ils peuvent bien écrire que « la Presse s'efforce de masquer l'importance de ces luttes ». Mais qu'a fait la Presse Syndicale, elle, pour informer le personnel sur ces luttes et en montrer l'importance ?

Et que signifie cette solidarité « financière » à laquelle nous appellent les syndicats maintenant ?

Les camarades qui ont fait grève chez Peugeot ont perdu plusieurs dizaines de milliers de francs sans obtenir quoi que ce soit, parce que, justement, les syndicats n'ont pas été capables, ou n'ont pas voulu, appeler les autres travailleurs à la solidarité tout court avec ceux qui avaient besoin qu'on appuie leur lutte. Et maintenant, ces mêmes syndicats voudraient s'acheter une bonne conscience en envoyant une aumône à ceux qu'ils ont laissé se battre seuls et qui leur doivent leur défaite !

(Extrait de la V.O., n° de la C.R.S.S.P.)

La bureaucratie syndicale...

CHEZ ROUSSEL-UCLAF

ACTION REVENDICATIVE ET DEMOCRATIE

Que nous a rapporté le dernier comité central d'entreprise du 15 juin ? une augmentation de 50 francs pour la prime de vacances et de 10 % pour la prime de fin d'année. Or, nous pouvons affirmer que les délégations du 12 juin n'ont pas influencé beaucoup Roussel. Tous les six mois, à l'occasion des comités centraux, il nous jette quelques miettes ; car si 50 francs en plus pour partir en vacances, c'est toujours bon à prendre, ça ne fera pas une grosse différence dans notre budget.

Or, le 2 juin, ce n'est pas pour l'augmentation de la prime que nous avons décidé de nous battre, mais nous nous sommes mis d'accord sur un programme de revendications générales qui contenait en particulier l'augmentation générale des salaires et les 40 heures payées 48.

Nous ne pensions pas obtenir cela tout de suite et sans rien faire. Nous ne pensions certes, pas non plus l'obtenir par une action engagée avec les seuls présents à la réunion du 2 juin.

Et quoi qu'en dise la C.G.T. notre intention n'est nullement de « tout casser tout de suite et de faire la grève générale dans l'anarchie », mais avant toute action de consulter le personnel. Evidemment ceux qui pensent que les responsables syndicaux sont seuls juges des luttes à mener, ne se résolvent pas facilement à rassembler les travailleurs syndiqués ou non, pour qu'ils donnent leur avis... sinon ils nous convoqueraient plus souvent !

Or, lancer un mot d'ordre quel qu'il soit sans en avoir discuté avec le plus grand nombre possible d'entre nous, c'est une marque de mépris évidente. Nous sommes la masse qu'ils désirent mener comme ils veulent sans que nous sachions pourquoi ni où cela nous conduira, puisqu'au bout du compte ils s'en moquent, le principal c'est qu'ils le sachent eux.

Car en définitive ils savent, bien sûr, que leurs pétitions et leurs délégations ne sont pas du tout mobilisatrices mais leur permettent de terminer rapidement et sans risques la vague de consultations du personnel.

Disons en passant aussi qu'ils ont un sacré culot ! « une lutte plus ample et plus coordonnée nous disent-ils, se fera en structurant démocratiquement *nos organisations ! C'est sans doute pour cela qu'ils viennent d'exclure une militante parce qu'elle prenait en public des positions qui ne leur plaisaient pas !*

(Extrait du n° 81 de la V.O. UCLAF - Roussel)

...contre l'action

CHEZ ANTAR

SELON LE BON PLAISIR PATRONAL

Les travaux de la raffinerie de Vernes sont en retard. Et comme le profit ne saurait attendre, les vacances d'été des camarades de Vernes risquent d'être compromises. Mais ils ne sont pas les seuls touchés : ceux de Donges qui travaillent provisoirement là-bas le seront également et de fil en aiguille nous risquons aussi d'avoir de désagréables surprises.

Non content de nous exploiter 11 mois sur 12, le patron a encore le culot de nous em...der le 12e. Que comptent faire les syndicats ?

(Extrait de la V.O. Antar.)

ENGAGER...

AU CREDIT LYONNAIS

ÇA BOUGE AU CREDIT LYONNAIS

L'action pour le retour aux 40 heures a-t-elle démarré au Crédit Lyonnais ?

C'est la question qu'on peut se poser après les débrayages de ces derniers jours.

Tout est parti de la mesure prise par la direction de faire respecter scrupuleusement l'horaire de sortie.

Les services dans lesquels une tolérance permettait aux employés de quitter plus tôt, ont donc vu leur horaire augmenter. Et dans ces secteurs le personnel a réagi : les premiers débrayages sont partis de ce resserrement de la discipline. Et nos camarades ont eu raison de manifester leur mécontentement. Seulement 5 mn de moins par jour ce n'est pas grand chose. De plus cette « permission » de sortir plus tôt ne touchait que quelques services. Et les débrayages suivants ont vu apparaître, comme revendication : 1/4 d'heure de moins par jour.

Les différents débrayages ont été organisés à l'échelon des services, où, dans la plupart des cas, le personnel était prêt à débrayer à 100 %. Dans certains, sous l'impulsion de délégués C.G.T., dans d'autres avec l'unité entre C.G.T. et C.F.D.T., dans d'autres encore à l'appel de la C.F.D.T. seule.

Chaque syndicat a fait en réalité cavalier seul et depuis la note de la direction du 11 juin, aucun tract « commun » ne nous a donné une position « commune » sur la façon dont les syndicats envisageaient la lutte, ni sur les objectifs qu'ils voulaient atteindre.

ET LE QUART D'HEURE ?

Une grande confusion règne autour de « l'affaire du 1/4 d'heure ». A la suite de la consultation organisée par la C.G.T., plus de 70 % du personnel consulté au Crédit Lyonnais s'étaient prononcés pour l'ouverture de discussions avec la direction sur ce problème. La direction ayant répondu que cette discussion ne pouvait avoir lieu qu'avec les autres syndicats, et F.O. et C.F.D.T. n'étaient pas d'accord (bien que n'ayant pas consulté le personnel !)... le 1/4 d'heure était bien compromis.

Depuis, on nous apprend que la B.U.P. a obtenu de quitter 1/4 d'heure plus tôt le soir, contre 1/4 d'heure de moins à la coupure du midi ... mais que dans les faits la direction laisserait une heure pour déjeuner — comme précédemment — et que les employés sont gagnants.

Ils sont gagnants, bien sûr, sauf si la direction s'appuyant sur l'accord signé par les syndicats, décidait, du jour au lendemain, de donner seulement 3/4 d'heure pour déjeuner.

Mais peut-être la C.F.D.T. a-t-elle raison et s'agit-il en effet d'une façon déguisée pour la B.U.P. de diminuer l'horaire de travail. Dans ce cas ce qui de toute façon paraît incompréhensible dans cette affaire, c'est la position de la C.F.D.T. qui accepte « l'accord » de la B.U.P. et ne veut pas entendre parler du déplacement de 2 demi-veilles de fête contre 1/4 d'heure de moins par jour. Pourtant dans ce cas aussi le personnel est gagnant !

Et si en 1962, les organisations syndicales, au lieu de refuser le 1/4 d'heure avaient consulté le personnel, nous ne travaillerions plus que 42 h. 30 par semaine depuis 3 ans.

UNE LUTTE SÉRIEUSE

A LA COMPAGNIE DES ACIERIES ET FORGES DE LA LOIRE

CONTRE UN GROS ADVERSAIRE, IL FAUT FRAPPER FORT

Dans la mesure où nous n'avons pas mené le combat jusqu'au bout et où nous nous sommes contentés d'attaquer le patron par des grèves de 2 heures, celui-ci s'est permis récemment de riposter par le lock-out lorsque nous avons débrayé en début de matinée, et nous avons dû revenir à des débrayages en fin de poste.

Actuellement, la direction marque son arbitraire un peu partout.

— des bruits courent selon lesquels il y aurait trop de personnel (ce qui n'empêche certains secteurs de faire encore un nombre d'heures fantastique) ;

— dans les chantiers qui n'ont pas beaucoup de travail, les chefs de service déplacent leur personnel et parfois profitent de l'occasion pour renvoyer les récalcitrants à la « maison des vieillards » où leur paye diminue considérablement.

NOS 40 HEURES... TOUT DE SUITE

Que nous puissions faire céder la direction sur la diminution du temps de travail, nous en sommes sûrs. Mais pour cela, il faut que les syndicats organisent l'action en commun, sur l'ensemble de la boite et ne se limitent pas à faire battre seulement les employés, qui même s'ils débrayent à 100 % dans leur secteur, représentent une minorité sur l'ensemble du C.L.

Mais il faut aussi que nous ayons des objectifs clairs, car l'importance de la lutte doit être en fonction de ce que nous voulons obtenir.

Car actuellement, si nous voulons voir réellement nos conditions de vie changer un peu, c'est 40 heures (et c'est un objectif minimum) qu'il faut revendiquer, et non pas 40 heures « par étape » (combien d'étapes on ne nous le dit pas) comme le réclame la C.F.D.T.

Allons-nous faire grève chaque année pour obtenir 5, 10 ou 15 mn. de moins par jour ? Et cela jusqu'aux 40 heures.

Non, si nous entamons la lutte, c'est pour les 40 heures tout de suite. Et c'est possible.

(Extrait du n° 76 de la V.O. Crédit Lyonnais.)

— Il y a trois semaines environ, elle a sanctionné 5 fraiseurs de l'atelier central qui s'étaient mis en grève pour manifester contre les temps trop courts qui leur étaient alloués.

La direction a refusé la conciliation du conseil de prud'hommes et, au moment où nous écrivons, l'affaire suit encore son cours. D'autre part, la direction a fait enlever du panneau d'affichage un tract de la C.F.D.T. sur ce sujet. Dans cette affaire, ce n'est pas seulement nos camarades de l'atelier central qui sont menacés, mais c'est notre droit de grève à nous tous qui est remis en cause.

Face à une direction « dure » il faut frapper durement. Il n'y a pas de lutte à bon marché, et les grèves de 2 heures qui peuvent apparaître « économiques » nous coûtent en fait cher.

Tant pour obtenir satisfaction à nos revendications que pour faire respecter notre dignité à l'intérieur de l'usine il nous faudra mener un combat conséquent à la mesure de l'adversaire.

(Extrait du n° 47 de la V.O. C.A.F.L.)

CHEZ OLLIER

TOUS RESPONSABLES

Après le début d'échec de la grève de 4 heures du 2 juin, le nouveau mouvement de suppression des heures supplémentaires, lancé par la C.G.T., vient d'échouer lamentablement.

Pourquoi ? Ne sommes-nous capables que d'échouer, de baisser les bras ?

Non ! la combativité ne manquait pas. Bien que beaucoup d'entre nous aient absolument besoin d'argent, partout où les listes qui nous demandaient d'arrêter les heures sont passées, nous avons signé. Mieux, aux jantes, nous avons réellement arrêté.

Alors, le mouvement était-il mal prévu ?

Au contraire, jamais il n'y a eu autant de travail, jamais la direction n'a eu autant besoin de nous, au point de nous demander de venir en août.

Non ! Si le mouvement a échoué, ce n'est ni faute de combativité, ni parce que le moment était mal choisi. L'échec vient de l'incapacité de la C.G.T. à l'organiser à l'échelle de l'usine.

A la chaudronnerie, les listes n'ont même pas circulé ; à la mécanique, il y a eu trois jours de retard pour une équipe, une semaine pour l'autre. Et les ouvriers qui ont pris le risque de sanctions et perdu de l'argent ont stoppé un mouvement peu sérieux.

Il est des vérités qu'il faut dire — d'abord que la majorité des délégués C.G.T. ont été en dessous de leur tâche et que, s'ils veulent regagner notre confiance, il faudra qu'ils changent de méthodes.

— Ensuite et surtout, il faut se dire que nous ne pouvons compter que sur nous pour nos propres luttes. Si tous ceux qui sont mécontents et décidés se regroupent, nous auront tôt fait de regagner et sérieusement, le temps perdu.

De cela, nous sommes tous responsables.

...PAS DE PÉTITION

AUX ASSURANCES GENERALES

BONNE OCCASE : NON, MAUVAISE AFFAIRE

Vendredi 18 juin, les responsables des organisations syndicales ont été convoqués par le président Chenot, « pour information ». L'information en question était que la Direction abandonnait pour l'instant le projet d'un quatrième statut commun aux trois branches. Le rapprochement des rémunérations et des conditions de travail aurait d'abord lieu entre l'Incendie et l'Accident. L'harmonisation complète du Groupe est remise aux calendes grecques.

Ainsi, toute « l'activité » des organisations syndicales des six derniers mois est réduite à zéro par une simple information de la Direction. Les responsables syndicaux voient s'évanouir la perspective de belles joutes oratoires avec les représentants de la direction. Pour ceux de l'Incendie et de l'Accident, c'est la disparition de l'espoir d'obtenir des avantages sans lutte, de récolter des lauriers sans même avoir engagé le moindre combat.

L'absence de programme revendicatif des syndicats apparaît d'une manière flagrante. Pour eux, c'est toujours la recherche de la bonne occasion où l'on pourrait gagner une miette sans risque. Et ce comportement les rejette sans cesse à la remorque de la direction qui conserve dans tous les cas l'initiative.

Ce que nous voulons, c'est un programme revendicatif clairement exprimé :

— retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire ;

— augmentation générale des salaires d'au moins 200 F ;

— et la discussion des moyens que nous sommes disposés à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.

(Extrait du n° 52 de la V.O. Assurances générales)

A LA SNECMA

LA PETITION, C'EST DU CINEMA...

Comme ils disent si bien : « Nous ne devons pas laisser tomber l'action » ! Voilà le suprême argument de nos organisations syndicales. Tout ceci pour justifier «n'importe quelle forme de lutte». Ainsi on a voulu nous faire signer encore une fois des pétitions. Cette fois il s'agissait de « signer » pour obtenir une prime de 600 F au lieu des 450 F habituels. D'ailleurs la direction elle, n'a pas du tout été impressionnée, et cette année encore la prime sera de 450 F versée en deux fois.

C'est un fait certain que tous au moment des vacances nous avons besoin d'argent. Et cette prime chacun voudrait la voir à 600 F. C'est juste et normal, seulement voilà il faudra employer autre chose que les pétitions pour l'obtenir.

Si au moins ces pétitions, prévoyaient et nous engageaient à d'autres actions, en cas de refus de la direction ! Là on verrait ceux qui sont décidés à se battre pour vivre un peu mieux en vacances.

(Extrait du n° 61 de la V.O., S.N.E.C.M.A.)

CAMARADE
Ce journal est le tien
Fais-le connaître
autour de toi

CONDITIONS

CHEZ MICHELIN

ÇA CHAUFFE

Pour l'ensemble, le fait marquant de la quinzaine est l'apparition d'une chaleur écrasante dans les ateliers. S'ajoutant à tous les maux qui y régnaient — bruits, auxquels vient se joindre celui des ventilateurs, odeurs... — elle rend plus difficile, parfois presque insupportable encore, notre travail quotidien.

On a beau y faire, garder le strict minimum de vêtements, les températures, de 35 à 45° suivant les heures et les ateliers entraînent, comme chaque année, des incidents multiples. En particulier dans les ateliers de femmes, nombre d'ouvrières soumises déjà à de dures cadences, ne supportent pas le surcroît d'effort : des cas d'évanouissement sont signalés.

Pour compenser notre fatigue, outre un peu de temps de repos bien appréciable, 15 minutes, ou 5 mn par heure, suivant les ateliers, la direction a prévu la prime de chaleur. Bien peu de choses, mais qu'elle essaie de rogner de mille manières. Comme chaque année, le jeu de cache-cache commence avec les thermomètres qui commandent la mise en route de cette prime. Tous les moyens sont bons. Certains sont placés sous les ventilateurs, ou dans d'autres endroits plus frais de l'atelier, d'autres disparaissent dans les bureaux de la maîtrise.

Dans un cas, un chefaillon particulièrement zélé a permis à des ouvrières de garder les portes ouvertes à condition de voir la prime diminuer de moitié.

Tout cela révèle, une fois de plus, que pour la direction, nous sommes bien peu de chose. Car, en 1965, les moyens ne manquent pas d'améliorer les conditions de travail souvent insupportables. Quand les machines l'exigent, les ingénieurs savent fort bien conditionner un atelier. Cela coûte cher, soit ! Mais qu'y a-t-il de plus important, les bénéfices de Michelin ou notre vie de tous les jours, et quel crime avons-nous donc commis pour subir ce sort de bagnard ?

Peut-être celui de ne pas nous défendre.

(Extrait du n° 133 de la V. O. Michelin)

DANS LA FOURNAISE DE L'USINE

CHEZ CITROEN

L'ENFER

Voici venu le temps du ciel bleu et avec lui la période des grandes chaleurs. Tant mieux ; on est toujours content de profiter le soir, à la sortie de l'atelier, d'un reste de soleil, et quand on le peut d'un week-end sans nuages.

Pourtant la médaille à son revers ; et ce revers dure 9 ou 10 h. Les 9 ou 10 h. que nous passons sur la chaîne ou sur l'étau, sous les verrières surchauffées ou dans les sous-sols puants à suer le bleu pour enrichir des gens qui iront se faire dorer la couenne à Nice cet été ou dans les Alpes cet hiver. Dehors, le soleil brille. La vie s'écoule heureuse et dedans c'est l'enfer. Un enfer qui se traduit pour nous par un surcroît de fatigue. Un enfer, ou rien n'est prévu pour atténuer les effets du temps, où on ignore le ventilateur, où il y a une douche pour 50 travailleurs, où une portière de DS vaut plus que la santé d'un homme.

Evidemment, de leurs bureaux climatisés, les patrons se moquent pas mal de notre sort.

Pourtant, il faudra bien qu'on en sorte un jour de cet enfer, où nous perdons notre vie. Mais nous n'avons rien à attendre de ces gens qui vivent de notre sueur et transforment la force de nos bras en bénéfice. Nous sommes des milliers à Citroën, et des millions en France et ailleurs. Quand nous serons capables de nous unir et de prendre en main notre sort, de nous organiser, nous, ouvriers, pour nous défendre, comme ils sont organisés, eux patrons, il fera chaud, très chaud pour eux.

(Extrait du n° 198 de la V.O. Citroën.)

CONTRE LES CADENCES

CHEZ MICHELIN

DEJOUER LA MANœUVRE

A ZP, les tentatives d'économie sur notre dos continuent. Après avoir réorganisé de manière à supprimer des ouvriers, il s'agit maintenant de supprimer les chefs d'équipe, les chefs de calandres effectuant alors leur travail en surplus.

Pendant 8 heures de suite, un chronométreur a donc surveillé un chef de calandre pour bien étudier si, parfois, il ne lui restait pas suffisamment de temps pour cette tâche supplémentaire. Il a dû être édifié. Cette nouvelle réorganisation ne tient pas debout.

Pourtant, d'autres moyens parallèles veulent atteindre le même but. Des tests ont été proposés à des chefs de calandres qui depuis des années ont prouvé qu'ils connaissent leur métier. Un seul les a réussi, à qui on a fait la promesse d'être mensuel.

Que veut la maîtrise ? Rediviser les calandreurs, entrainer une jalousie, une émulation et finalement obtenir le surcroît de travail de tous. Car si l'un d'entre eux cède, tous devront suivre.

Nous devons déjouer la manœuvre, serrer les coudes, ouvriers et chefs d'équipe, contre la direction. Nous l'avons déjà fait céder quand elle a voulu nous reprendre récemment un petit avantage, continuons sur cette voie.

(Extrait du n° 133 de la V.O. Michelin)

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

LEUR VI - TESSE ET NOTRE VIE

Encore un accident, sur le paquebot, et cette fois ce n'est pas un mais trois travailleurs qui ont fait une chute, l'un d'eux se blessant assez gravement. Après les constatations d'usage, les agents de la direction rejettent les torts de l'accident sur les échafaudeurs qui ne savent pas faire leur travail. »

Le nouveau matériel en service ne peut pas être mis en cause (???), les boulons des supports d'échafaudages **ne peuvent pas se desserrer (???).**

...Même si pendant six mois ils sont soumis aux vibrations multiples occasionnées par les travailleurs. Ce nouveau matériel permet d'aller plus vite, toujours plus vite. Mais, à continuer à cette cadence c'est vers la morgue que la direction nous emmène et pour cela nous ne sommes pas pressés. Notre sécurité nous concerne et nous devons y veiller, même si la production ralentit, en renvoyant les pantins-mathématiciens du patron à leurs chiffres et statistiques.

A AIR FRANCE

LE GRAND CIRQUE

A KP ça commence à être le cirque. Avant, ce n'était déjà pas du gâteau, mais à présent ça dépasse les bornes. Entre 20 et 24 heures entre autres, c'est une vraie vie de fous. Nous avons les pires difficultés dans notre travail : les avions sont dispersés dans tous les azimuts, les engins de levage ne sont jamais disponibles. Les gars de LM qui viennent changer les parties fixes en savent quelque chose. La fameuse consigne 32-2 commence à leur sortir par les yeux, à tel point que certains demandent à quitter les équipes « retouches » et je mécontentement va grandissant. Il touche même les chefs qui commencent à se rendre compte de ce qu'il en coûte d'assurer les courriers à tout prix dans une exploitation poussée au maximum sans souci de la santé du personnel.

La régie de ce « Cirque » est assurée par une certaine personne dont l'illustre homonyme s'y entendait déjà dans les coups en « vache » — ayant tué Goliath d'une pierre au front.

Puisqu'il est si fort le mieux serait encore de lui laisser faire le boulot.

DE TRAVAIL

AUX CABLES DE LYON

L'HOMME DES CASERNES

Il y a quelque temps le caviste *et le gérant de la cantine ont eu une altercation. Le gérant a fait signer un avertissement au caviste qui a été mis à pied, puis déplacé. Allons-nous voir des salariés perdre leur place sous prétexte que leur tête ne plait pas au chef de service ? Surtout lorsque ce dernier mène son monde à la baguette comme au temps de son activité de juteux. Nous en avons assez d'être surveillés en cachette, voire épiés par une porte entrebaillée.*

Avec une parcimonie digne d'Harpagon, les produits sont recomptés soigneusement, de peur sans doute que nous n'en dérobions. Encore si ces méthodes s'appliquaient à tout le monde, mais il en est pour y échapper (diviser pour régner, c'est bien connu !). Nous ne sommes pas contre une extension des libertés, tout au contraire, mais que tous en bénéficient, car nous sommes tous au même tarif. La cantine ne doit pas devenir une chiourme.

Ne nous laissons pas intimider par cet ancien militaire et sachons lui montrer notre allergie à son « action psychologique ».

(Extrait du n° 119 de la V.O. Câbles)

CHEZ AIR FRANCE

LES MANCHOTS AIMENT BIEN LA CAROTTE

Depuis quelques temps à la DM, on assiste à une prolifération de ces espèces de manchots « empereurs » qui papillonnent à qui mieux mieux autour des avions.

Bien entendu, nous voulons parler de ces chefs dont le nombre augmente au fur et à mesure que celui des ouvriers diminue.

Ces « juteux » le plus souvent, les mains dans les poches, passent le plus clair de leur temps à empoisonner l'existence de ceux qui travaillent et pourtant ceux-ci accomplissent leur tâche dans des conditions de plus en plus difficiles.

Non seulement nous avons des paies de misère, mais en plus, il faut supporter ces kapos tout dévoués, sans cesse sur notre dos.

Qu'est-ce qu'ils ne feraient pas pour avaler la carotte qu'on agite devant eux jusqu'au trognon. Ceux qui tirent les ficelles, qui actionnent tout ce vilain petit monde doivent bien s'amuser.

Mais, tout à une fin et bientôt ceux qui doivent tout supporter, prendront conscience de leur force car... à force de tirer sur la ficelle...

(Extrait du n° 73 de la V.O., Air France.)

" ORGANISATION " DE L'EXPLOITATION

CHEZ RHONE POULENC

LA DESORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

Il y a quelque temps déjà la direction faisait paraitre sa note de service au sujet des bons de matériel. Au début tout le monde a souri et a pensé qu'il s'agissait encore une fois de la petite plaisanterie qui revient périodiquement et qui consiste à freiner un peu les exigences de ceux qui veulent travailler avec du matériel convenable. Mais cette fois cela semble sérieux! Qu'on veuille trois boulons ou un bout de tuyau, il faut faire le tour de l'usine à la poursuite du contremaître ou d'un chef habilité à signer les bons.

Les bénéfices de nos pauvres patrons sont si peu élevés qu'on peut bien faire un petit effort ! et si ça ne suffisait pas, on pourrait peut-être ouvrir une souscription ou faire une quête à la porte !

Ils n'ont vraiment pas de complexes nos patrons, ils n'hésitent pas à acheter des appareils qui valent des millions, et à les stocker dans un coin jusqu'à temps qu'ils y pourrissent. Mais qu'ils demandent à leurs subalternes de se rogner sur le strict nécessaire il paraît que ça fait partie de l'organisation scientifique de la production.

Que les patrons soient incapables d'organiser rationnellement le travail, nous en sommes les premiers convaincus, car nous sommes les mieux placés pour le savoir, et c'est nous qui en subissons les conséquences. Nous avons assez de travail, même trop sans avoir à faire la chasse aux autographes à chaque fois qu'on a besoins de quelque chose. Si les patrons ne veulent pas donner de matériel qu'ils le gardent, mais si nous prenons la sage décision de ne pas travailler quand on n'a pas de matériel, ils reviendront bien vite sur leurs méthodes.

(Extrait du n° 55 de la V.O., Rhône-Poulenc.)

A LA S.N.C.F

ON EMBAUCHE ?

Aux colis express de la gare du Nord, sur 4 bascules, il n'y en a qu'une ou 2 qui soient ouvertes. Bien entendu, cela provoque un bel embouteillage, le public est mécontent et nous, nous sommes débordés. Il doit subir notre mauvaise humeur et nous la sienne.

Il faut croire que la paie de deux employés représente une lourde charge pour que l'administration soit si réticente à mettre le personnel nécessaire.

A moins qu'au contraire, au salaire auquel nous sommes payés, il y ait peu de candidats pour faire un travail aussi intéressant que le nôtre.

(Extrait du n° 135 de la V. O. Cheminots)

CONTRE LES DÉCLASSEMENTS ET LES LICENCIEMENTS

CHEZ DESFOSSES

LA PUNITION !

Un camarade des machines typo parce qu'il n'a pas voulu aller à St-Ouen s'est vu déclassé par la direction, du poste de conducteur à celui de margeur. Celui-ci a 42 ans de service comme conducteur Agé de 60 ans on comprend qu'il n'ait pas voulu changer de lieu de travail et passer des heures entières dans les transports en commun.

Malgré les grandes déclarations faites par le syndicat sur notre grande « force » dans une grande organisation, celle-ci n'a rien fait pour nous mobiliser contre les déclassements en général, et dans le cas qui nous intéresse, nos délégués ne nous ont pas appelés davantage à intervenir.

Nous devrons nous-mêmes défendre notre camarade pour qu'il conserve sinon son poste, au moins son salaire, dans le cadre du numérotage fiduciaire cela est parfaitement réalisable.

(Extrait du n° 117 de la V.O. Desfossés)

A LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELEPHONES

MAITRE APRES DIEU

Rue Keller, aux transmissions, dans un labo de contrôle, un technicien a été licencié pour motif d'ordre professionnel.

Le point de départ de l'affaire est la dénonciation de cet ouvrier par un chef de service du câblage prétendant que celui-ci lui aurait téléphoné dans son bureau.

Les syndicats n'ayant pas organisé sa défense, la direction a pu facilement user de sa force. Elle voulait un prétexte pour se débarrasser d'un ouvrier qui ne lui plaisait pas, et elle l'a trouvé.

Contre l'arbitraire de la direction, c'est notre force qu'il faut opposer.

(Extrait du n° 17 de la V.O. CIT.)

Une représentation ouvrière...

CHEZ DESFOSSES

A TELLE FIN TEL MOYEN

Les élections des délégués du personnel (sic) ont eu lieu à la taille-douce, la brochure fiduciaire et aux machines typo à numéroter.

Les candidats présentés par la CGT ont été élus bien que dans le groupe 4 un ouvrier ait été contraint d'appeler à l'abstention pour s'opposer à l'arbitraire de responsables syndicaux qui ont refusé sa candidature, et ont eu recours à un mensonge flagrant pour se justifier en prétextant d'un « vote préliminaire » de l'année dernière qui n'a jamais existé.

Tout cela ne se produirait pas si la loi Croizat n'existait pas. Elle réduit la représentativité ouvrière à sa plus simple expression,, puisque les délégués sont en fait les délégués du syndicat et non ceux du personnel. La loi de 1936 est tronquée. Ce n'est pas la classe ouvrière qui contrôle ses organisations, se sont elles au contraire qui la jugulent à la grande satisfaction du capital qui profite de la situation pour faire pression, corrompre mettre sous sa coupe le syndicalisme ouvrier. C'est là sa politique constante.

Le maintien en paroles de la règle d'or du syndicalisme à savoir son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de son Etat est pure hypocrisie en l'absence de toute possibilité pour la classe ouvrière de contrôler ses organisations et ses dirigeants.

(Extrait du n° 117 de la V.O. Desfossés.)

CHEZ CHAUSSON

REPRESENTANTS DE QUI ?

Cette année les organisations syndicales étaient tenues de présenter leur liste de candidats aux élections de délégués du personnel dans les deux usines ensemble. La Direction en a décidé ainsi à la suite, paraît-il, de nombreuses mutations d'une usine à l'autre et d'une diminution du personnel intervenues au cours de l'année. La C.G.T. n'a pas perdu en pourcentage, mais elle a un siège en moins. Par contre F.O. en a gagné 1. Les quelques voix de l'usine « G » réunies à celles de la H lui ont permis d'atteindre ce résultat. Mais la C.F.D.T. a perdu son troisième élu. Que les uns chantent victoire ou parlent de succès, que les autres se lamentent, pour nous, peu de choses sont changées. Moins encore que l'an passé nous ne pouvons connaître les élus. Nous avons voté indifféremment pour des listes dont les noms étaient pour la plupart inconnus. Autant dire que nous avons voté en aveugle. Quant à savoir ce qu'ils font, s'ils font quelque chose, il faudra attendre qu'ils daignent bien nous informer. La loi Croizat permet cela. Au terme de celle-ci seules les organisations syndicales ont le droit de présenter des candidats. Ce sont donc des représentants des syndicats et non du personnel que nous avons dû plébisciter.

En 1936 les délégués étaient choisis dans chaque atelier par les travailleurs eux-mêmes, dont ils étaient les porte-parole directs. C'est à ce mode démocratique d'élection que nous devons revenir.

(Extrait du n° 192 de la V.O. Chausson)

AU CREDIT LYONNAIS

SOLIDAIRES DE NOS DELEGUES

La C.G.T. annonce dans son tract du 18 juin que 2 délégués du personnel ont reçu un avertissement pour « incitation à ne pas respecter l'horaire ».

Les délégués du personnel sont une grande conquête de JUIN 36 et une conquête que nous devons préserver.

Dans ce cas précis, les délégués ne faisaient que « représenter » les aspirations du personnel qui ne voulait pas voir son horaire de travail diminuer.

Ce sont nos délégués, le plus souvent, qui se mettent en avant et risquent ainsi plus de la répression patronale, et nous ne devons pas permettre que la direction les sanctionne.

(Extrait du n° 7 de la V.O. Crédit Lyonnais.)

A LA COMPAGNIE DES ACIERIES ET FORGES DE LA LOIRE

HEUREUSE INITIATIVE

A la dernière réunion du comité d'établissement, les délégués des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont refusé de siéger, jugeant que tant que la direction générale n'aurait pas réglé le conflit des salaires, il leur était impossible de cautionner par présence une organisation qui n'apporte rien aux travailleurs.

Effectivement, cela fait longtemps que nous nous étions aperçus en lisant les comptes rendus des réunions du comité d'établissement que cette organisation n'apportait rien aux travailleurs.

Maintenant, nos syndicats semblent s'en être aperçus aussi. Espérons qu'ils sauront s'en souvenir à l'avenir.

(Extrait du n° 47 de la V.O C.A.F.L.)

CHEZ GENEVE

LES MAITRES-CHANTEURS

La C.F.T. se dit « indépendante » envers le patron comme envers les partis politiques. Mais en fait, elle n'est indépendante qu'envers nous.

Voici quelques preuves de sa soi-disant indépendance. Voilà quelque temps, un ouvrier qui travaille sur la chaine de finition des cabines civiles a demandé un prêt au patron. Celui-ci a envoyé un délégué C.F.T. pour lui apporter la réponse (si tu veux le prêt, prends la carte C.F.T.). Notre camarade a envoyé le délégué se faire voir chez le patron : il n'a pas eu le prêt.

On peut voir des ouvriers demander de l'augmentation à leur chef, ils reçoivent la visite du délégué C.F.T. leur disant franchement : « si vous voulez l'augmentation, prenez la carte C.F.T. ».

Chouette de larbin que le patron a trouvé là.

BIENTOT LES VACANCES...

A LA S.N.E.C.M.A.

REFERENDUM SUR LES VACANCES

La Direction vient de faire parvenir à chacun d'entre nous, un questionnaire sur les vacances. Ainsi, on nous demande :

1.) sommes-nous pour les vacances en juillet ;

2.) 15 jours en juillet, 15 jours en août ;

3.) 3 semaines en juillet, 1 semaine en août.

Suivent plusieurs questions sur le lieu, le moyen de transport de nos vacances.

La première réflexion que nous avons pu faire c'est que l'année prochaine nous sommes bons pour les vacances en juillet. Car avec les locations, une majorité se dégagera certainement pour juillet. Ainsi, en ayant l'air de nous consulter la Direction se prépare un justificatif.

Le problème des vacances est très important pour nous, car même si une majorité désire juillet, cela ne résoud pas le problème pour les autres. « Ce n'est pas facile de contenter tout le monde » dira la direction.

Mais ce dont nous sommes sûrs c'est que les patrons décident des vacances au mieux de leurs intérêts. Et si pour nous c'est un problème, c'est peut-être parce que nous ne pouvons pas prendre nos vacances quand nous le désirons, mais c'est aussi parce que c'est le seul moment où nous pouvons vivre un peu.

Si nous faisions 30 heures par semaine avec de bonnes conditions de logement avec des transports modernes et rapides, alors là peut-être serait-il plus facile d'harmoniser les vacances. Mais cela les patrons s'en moquent éperdument, alors ce n'est pas à nous de subir.

Si nous ne sommes pas d'accord nous pouvons encore le dire mieux qu'en répondant au référendum.

(Extrait du n° 61 de la V.O. SNECMA)

A LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELEPHONES

DES CONGES VRAIMENT PAYES ?

Les jeunes qui ont passé leur C.A.P., les étudiants qui ont achevé leurs études en juillet 64, ceux qui reviennent de l'armée et qui ont été embauchés en septembre n'auront pas droit aux 4 semaines de congés **payés.**

Pour la première fois, ils ont appris ce qu'était l'exploitation capitaliste. Ils ont appris que le patron n'est pas le bon père de famille, mais un exploiteur qui joue sur nos ignorances. Déjà à l'embauche pour un même travail, les salaires sont différents. Le patron fait des promesses, parle de promotions et fait oublier les maigres salaires.

Maintenant, ceux qui partent 4 semaines, devront en payer une partie de leur poche. Comme ce sont des jeunes, le patron pense peut-être qu'ils pourront se débrouiller en mangeant de la vache enragée.

Qu'il en mange lui, s'il aime ça !

Tous ceux qui ont été embauchés au début de l'année de travail sans avoir travaillé avant doivent pouvoir bénéficier de quatre semaines de congés payés !

TRAVAUX FORCES ET VACANCES FORCEES

Aux « transmissions », parce que la boîte ferme en août, nous sommes obligés d'avoir nos vacances pendant ce temps, alors que souvent c'est un autre mois qui nous intéresserait (vacances du conjoint, locations, etc.).

Les patrons, pour qui le problème des vacances ne se pose pas (ils en prennent autant qu'ils veulent et quand ils veulent) nous imposent ce qui les intéresse, et ce d'une manière hypocrite puisqu'en même temps qu'ils nous empêchent de partir avec notre famille, ils ne cessent d'en prêcher l'idéal.

Ce que nous voulons, c'est la possibilité de prendre nos vacances quand nous le voulons et comme nous le voulons, ou au moins un certain choix entre deux mois comme aux « commutations ».

(Extraits du n° 17 de la V.O. C.I.T.)

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

LA CHIOURME

Trop nombreux sont encore les agents de maitrise dont le comportement s'apparente à la conduite des gardiens de prison.

Qu'ils réfléchissent, à la faveur des vacances comment les rats ont fuit le navire en perdition en 1936 et 1945. C'est souvent l'équipage qui les a sauvés en espérant qu'ils s'apprivoiseraient mais, depuis, le temps a atténué le souvenir et c'est fraternellement que nous les prions de choisir : la classe ouvrière ou le patronat.

Mais qu'ils sachent bien que si le capital a toujours besoin du travail, le travail n'aura bientôt plus besoin du capital.

AU PILORI

CHEZ CITROEN

L'ESPOIR

Que ceux qui désespèrent de la classe ouvrière et la croient maintenant incapable de s'unir et de descendre dans la rue pour renverser l'ordre établi, se rassurent : tous les jours, entre midi et une heure, place Balard, un fort contingent de travailleurs de Citroën, qui en blouse et en cravate, qui en bleu et sans cravate, manifeste son mécontentement.

Un observateur pourrait ainsi résumer la grogne de ces prolétaires : « y'en a marre de gratter pour des pranes et les patrons. Nous aussi on veut notre voiture et notre maison à la campagne. Pourquoi eux et pas nous ? Faut que ça change ! »

Pourtant, cette constestation quotidienne de la mauvaise répartition des biens de ce monde n'a pas l'air du tout d'inquiéter les pouvoirs établis : aucun bonnet de CRS n'apparaît derrière les arbres, l'agent de service continue à régler paisiblement la circulation de la place, et les vitres des cafés du coin ne volent pas en éclats.

Il faut dire que cette manifestation journalière est toute pacifique ; elle réunit au café-tabac de la place, les damnés de la terre qui ont résolu de confier aux quatre pattes d'un cheval le soin de changer leur sort. L'organisateur dont ils se réclament n'est ni le PCF, ni la CFDT, ni la SPA, c'est le PMU.

Bien sûr, des esprits chagrins prétendent qu'ils feraient mieux d'acheter des boules de gomme, parce qu'au moins on est sûr de les manger ; d'autres, plus instruits, démontrent, chiffres à l'appui que 33 % des gains reviennent à l'Etat bourgeois, qu'Yves St-Martin est millionnaire, et que l'Agha-Khan ou M. Boussac ne se plaignent jamais du terrain de Vincennes, d'autres encore, qui sont dans le coup, disent que ce n'est pas la faute des joueurs si Jamin ou Gelinotte n'est pas arrivé le 1er jour, et qu'il y avait une combine ; d'autres, enfin, mais d'affreux politiques ceux-là, insinuent qu'après tout un journal ouvrier comme « l'Humanité » consacre journellement une page aux courses, ce qui tendrait à prouver que si Lénine vivait encore, il démontrerait la supériorité du Tiercé sur la Révolution.

Tous ces gens-là sont évidemment des baratineurs.

Mais tous les lundis, les turfistes de Citroën, qui en blouse et en cravate, qui en bleu et sans cravate, se retrouvent à leur table de dessin ou à leur étau ; incapables d'arracher trois centimes de l'heure au patron, ils reconfieront le lendemain quelques francs à une caissière du PMU.

(Extrait du n° 198 de la V.O. Citroën.)

NOUS ne pouvons étant donné la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition)

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PANHARD. — Paris XIIIe.
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 7 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — Département 12.
R.N.U.R. — U 5.
SAVIEM — Saint-Ouen.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond.
J.-J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
S.M.P.A. — Saint-Nazaire.
NEYRPIC. — Grenoble.
WESTINGHOUSE. —

ELECTRICITE ELECTRONIQUE :
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e
CHEMINOTS. — Générale.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
QUAIS et DOCKS. — Marseille.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.

CHEZ WESTINGHOUSE

C'EST TOUS LES MOIS QUE NOUS DEVONS VIVRE

Actuellement, dans certains ateliers on peut constater un ralentissement de la production. Par exemple, une partie du travail de la Mécanique Générale est réalisée dans l'atelier de Série, faute de boulot dans la Série.

Nous ne sommes pas contre une diminution de la quantité de travail, bien au contraire. Mais par contre nous ne voulons pas voir nos salaires diminuer à cause de cela.

Mais ceux qui travaillent au boni ne parviennent plus actuellement à gagner leur vie comme d'habitude.

Ceci est d'autant plus grave que nous sommes à la veille des vacances, et que, c'est le moment où beaucoup d'entre nous essayent de mettre un peu d'argent de côté, pour compléter les congés payés.

Contre cela il y a une solution : c'est la suppression du boni par son intégration dans le salaire. En effet, les camarades qui ne travaillent pas au boni ne sont pas gênés pour le moment par le manque de production.

Il y a bien d'autres raisons, que nous avons déjà énumérées dans des numéros précédents, pour supprimer le boni. Mais ici nous voyons que le boni constitue une arme entre les mains du patron pour nous diminuer nos salaires quand il y a moins de travail.

Pour nous, qu'il y ait du travail ou pas, nous avons cependant à faire les mêmes dépenses pour vivre. Notre salaire ne doit donc pas diminuer.

CHEZ ANTAR

DES COUPS DE PIED SE PERDENT

Distançant de loin la C.G.T. et la C.F.D.T., F.O. vient de mettre au point une tactique géniale : l'intervention directe auprès du Ministre des Finances. Nous connaissions jusqu'à présent les classiques pétitions qui réclamaient pêle-mêle les 40 h., l'abaissement de l'âge de la retraite, etc., etc.

Mais ces pétitions sont à la nouvelle forme d'action de F.O.-ANTAR ce que la musique militaire est à la musique, ce que le talent est au génie. Jugez plutôt : ce syndicat demande au Financier en chef du régime de bien vouloir exclure la prime de poste du champ d'application de l'impôt sur le revenu. Enfin une revendication qui va nous permettre d'en sortir, de mener la grande vie.

Mais, pas de chance, le ministre a refusé. Va-t-on maintenant porter la lutte à un échelon plus élevé et faire appel au général lui-même ? A croire que fidèles à la Charte d'Amiens ces syndicalistes vont abolir le patronat en le faisant mourir... de rire.

(Extrait de la V.O. Antar).

INTÉGRATION DES PRIMES...

A LA S.N.C.F.

LES PRIMES FONT PARTIE DU SALAIRE

Ainsi donc, cette année, comme tous les mois de juin, la S.N.C.F. a mis en paiement la prime dite : d'exploitation.

Le taux de cette prime est basé sur notre P. F. A. Il est, cette année, de 10,1 % de cette P. F. A., alors que les années précédentes il atteignait un pourcentage plus élevé (près de 16 % en 1962).

Conjointement au paiement de cette prime, nous avons également touché l'indemnité de productivité.

Le fait de payer les deux primes simultanément, atténue sensiblement la diminution en % de la première par rapport aux autres années et la pillule est plus facile à avaler ; d'autant plus que, dans beaucoup de centres, ce fut une surprise pour tous, la seconde n'ayant pas eu l'heur des « communiqués » comme la première.

Il n'en reste pas moins vrai, et malgré la satisfaction que nous avons eu de toucher « quelques gros sous de plus », que nous devrions bien finir un jour, par imposer l'incorporation des primes dans le salaire.

L'exemple de la prime d'exploitation variant de 25 à 35 % d'une année sur l'autre, suivant les aléas de l'économie bourgeoise, nous montre, que dans les faits, et à cause de l'instabilité des primes, notre salaire peut être réduit suivant le bon vouloir du patronat.

Car si nos éléments fixes de rémunération ne peuvent être réduits, toutes les primes annexes peuvent, elles, suivre une courbe descendante.

N'est-ce pas ainsi une diminution déguisée de notre salaire ?

(Extrait n° 135 de la V.O. Cheminots.)

UN NOUVEAU RECORD

Comme toutes les années, à la même époque, nous recevons la gratification exploitation. Cette gratification, comme la direction l'appelle, n'est pas le fruit de la bonté de la S.N.C.F., mais bien celui de notre labeur. Cette année, bien que notre exploitation ne se soit pas ralentie, bien au contraire, la prime du même nom a diminué. Bien sûr, la perte n'est pas lourde ; 10 à 20 F en général, mais ce prélèvement opéré par la direction n'est pas pour nous plaire.

C'est le caractère même de la prime qui permet à la S.N.C.F. de telles manœuvres. Mais réclamer l'intégration des primes dans le salaire est sans doute une revendication trop osée pour ces messieurs de la C.G.T. qui, à la gare du Nord, se scandalisent d'une telle diminution et réclament une prime de 150 F pour tous que nous obtiendrons naturellement par la voie habituelle d'une pétition.

Et les dirigeants syndicaux en profitent. Toutes les occasions sont bonnes pour dire que, s'ils étaient membres du conseil d'administration, nous l'aurions déjà.

Qu'ils aillent se prostituer dans les fauteuils de la direction mais qu'ils aient au moins la pudeur de ne pas faire de publicité.

(Extrait du n° 135 de la V. O. Cheminots)

...AU SALAIRE

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

MISERE DE PRIME

Vendredi après-midi nous avons touché la prime de juin. Prime variant de quatre-vingt à deux cents francs suivant nos salaires.

Nos salaires sont tellement bas que notre patron, lorsque nous quittons la vie qu'ils nous font mener 47 heures par semaine est obligé de nous octroyer un surplus. Que représente cette prime ? Même pas de quoi quitter Paris pour nos vacances. Alors que les bourgeois se payent sur notre dos des séjours où ils se permettent de vivre dans un luxe inouï, les locations des villas sur la côte et le prix des pensions luxueuses s'élèvent jusqu'à 100.000 anciens francs par jour, nous n'avons pas toujours conscience de notre exploitation ; c'est au moment des vacances que nous pouvons constater la somme fabuleuse de richesses que nous avons produites et dont une partie seulement est consommée par les bourgeois pour eux-mêmes pendant leurs vacances qui, elles, ne sont pas de quatre semaines.

Cette prime sert à camoufler nos salaires insuffisants et son montant situe le mépris qu'ont les capitalistes pour ceux qu'ils exploitent.

(Extrait du n° 25 de la V.O., Compteurs de Montrouge.)

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LA CAVERNE AUX BRIGANDS

L'O.N.U. a vingt ans. Pour elle ce n'est pourtant pas le « bel âge ». Tous les observateurs sont d'accord : l'organisation international est en crise. Et son prestige auprès d'une grande partie de l'humanité est si peu solide, que l'Indonésie a pu partir récemment en claquant la porte et qu'elle peut craindre de voir la Chine communiste, qui en est toujours exclue, créer une organisation rivale.

L'O.N.U. avait pour but de sauvegarder la paix mondiale. Elle a fait la guerre en Corée au service de l'impérialisme américain, elle est intervenue au Congo... encore pour défendre les intérêts des grandes puissances capitalistes.

Chaque fois qu'elle s'est manifestée de manière active, ce fut toujours pour protéger les intérêts des grandes puissances, qui d'ailleurs s'en sont arrogé d'office la direction en s'octroyant un siège permanent au Conseil de sécurité. Jamais l'O.N.U. n'est intervenue à l'encontre de leurs intérêts.

La France a pu faire la guerre et massacrer une partie des peuples indochinois et algérien. Les U.S.A. peuvent continuer au Viet-Nam à brûler les villages et bombarder les villes du Nord. Aucun « casque bleu » ne s'interpose.

Les marines, ou ceux qu'ils soutiennent peuvent fusiller la population dominicaine, l'O.N.U. reste impuissante. Même en Hongrie, les chars russes ont eu tout loisir d'écraser les insurgés de Budapest.

Active au service des grandes puissances, l'O.N.U. n'offre, au mieux que les lamentations sans suite, pour les nations faibles.

L'O.N.U. n'a que vingt ans mais il serait pourtant grand temps de l'enterrer.

JUSTICE !

Le 17 février 1962 des policiers à la gachette facile ouvraient le feu sur un groupe d'Algériens qui, mains en l'air attendaient d'être fouillés. L'un deux Lounes Aidli, père de cinq enfants, transporté d'urgence à l'hôpital en réchappera mais restera infirme à vie.

La XIVe chambre vient de le condamner à six mois de prison pour... coups à agents.

Selon que vous serez...

LES INTELLECTUELS DE LA MATRAQUE

Un professeur de Rennes écrit au « Monde » (27-28 juin) qu'en rentrant chez lui le soir du bac, il vit un agent matraquer des jeunes garçons qui marchaient tranquillement. « Voulant m'interposer, je déclinai, après quelques interventions inutiles, ma qualité de professeur ; sur quoi l'agent lâcha sa proie et se tournant vers moi m'invita à le suivre. Naïvement je le suivis avec mon ami. A une dizaine de mètres je me trouvai entouré de plusieurs policiers... et près « d'un panier à salade : « Ah, vous êtes professeur ? Eh bien ! vous allez voir... » Je vous laisse deviner la suite : coups de pieds, coups de poings ; cherchant l'humiliation on me força, sous la menace des matraques, à déplacer des poubelles ». Depuis la fin de la guerre d'Algérie les « gardiens de la paix » ont sans doute peur de perdre la main ?

LA PAILLE ET LA POUTRE

Dans le « Monde » du 12-6-65 on nous apprend qu'à New-York s'est tenu un meeting de juifs américains pour protester contre les mesures de discrimination appliquées contre les communautés israélites d'Union Soviétique.

A cette occasion le Président Johnson a envoyé un message où il affirme que l'abolition de ces pratiques discriminatoires ne pourrait que faciliter une meilleure entente entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Nous savons qu'une telle discrimination existe en Union Soviétique.

Mais qu'un Président qui est incapable, à supposer qu'il en ait jamais eu l'intention, de lutter contre la ségrégation raciale, d'empêcher les exécutions sommaires et les brutalités monstrueuses de la police contre les Noirs, ose se servir de l'antisémitisme (qui est toujours virulent aux U.S.A.) comme atout de sa politique étrangère, montre bien qu'en matière de cynisme il n'a rien à envier à ses collègues soviétiques.

APRES LE SALON DE L'AÉRONAUTIQUE

Progres technique, dépenses militaires et capitalisme

Il y a eu plusieurs millions d'entrées au Salon de l'Aéronautique, qui s'est tenu au Bourget du 12 au 19 juin.

On a pu admirer les progrès accomplis par la technique dans tous les domaines de l'aviation et de l'astronautique et ce sur tous les plans : performances, ingénieuses solutions techniques à l'atterrissage et au décollage court, avions cargos pouvant emporter des centaines de passagers, projets de longs courriers supersoniques, etc.

Cependant il ne faut pas oublier que les matériels de pointe, ceux qui battent les records en premier sont des matériels militaires conçus pour la destruction et la mort.

Ainsi le cargo aérien américain à réaction peut emporter 500 hommes ou deux tanks au-dessus de l'Atlantique, ainsi les F 105 ou les chasseurs bombardiers supersoniques phantom qui vont deux fois et demie plus vite que le son accomplissent quotidiennement des raids au-dessus du Vietnam pour initier les populations à la démocratie et à la libre entreprise.

Les plus audacieuses solutions techniques sont réservées aux avions de combat : le Mirage III V à décollage vertical sera un chasseur bombardier équipé de bombes atomiques tactiques. Le F III américain à géométrie variable constituera l'ossature de l'armée de l'air américaine.

En effet la situation du capitalisme monopolistique est telle que le capitalisme, de conquérant, d'innovateur qu'il était au début du 19e siècle est devenu maintenant un frein au progrès technique.

(Un seul exemple en ce qui concerne l'avion de transport supersonique : les compagnies aériennes se sont mises d'accord pour qu'il n'entre pas en service avant 1972).

Mais il est un domaine dans lequel le capitalisme ne peut pas se permettre de rester en retard, du fait des rivalités inter-impérialistes avant la deuxième guerre mondiale et du fait de la compétition Est-Ouest de nos jours, c'est le domaine des armements.

Là on ne lésine pas sur les crédits et les innovations. Presque toutes les inventions techniques sont appliquées au domaine militaire et ne sont utilisées sur le plan civil que bien après lorsqu'elles le sont.

On pourrait multiplier les exemples : les bombardiers américains B 47 qui donnèrent naissance au Boeing 707 civil étaient construits en série dès 1950 alors que les Boeings ne le furent qu'en 1959.

Des bombardiers supersoniques lourds volent aux U.S.A. et sont construits en série depuis 1959 alors que l'avion de transport supersonique ne sera mis en service qu'en 1972.

Le transport à décollage court Bréguet qui pourrait assurer les liaisons entre des villes sur courtes distances, ne sera construit en série que si l'Armée de l'Air l'adopte comme transport militaire.

On pourrait dire que seules les utilisations militaires permettent de développer la technique et le progrès, mais cela même est entièrement faux car avant l'utilisation militaire ou civile il y a le stade expérmental.

Les matériels militaires sont une application des découvertes techniques, ils sont en régime capitaliste l'objet de l'application prioritaire de ces découvertes techniques mais ils n'en sont nullement la condition.

Ainsi en France, dans le domaine des grandes vitesses, les appareils expérimentaux Griffon ou Trident dont on a beaucoup parlé il y a de 5 à 8 ans, atteignaient et dépassaient les vitesses atteintes par les Mirages de l'Armée de l'Air qui sont construits en série à l'heure actuelle. Cependant ces Mirages ne font appel à aucune technique révolutionnaire. Ils utilisent des inventions mises au point sur les appareils expérimentaux et on a dû développer spécialement des qualités qui ne font en aucune façon avancer le progrès technique : capacité d'emporter des armements variés, d'esquiver les missiles supposés « ennemis », etc., mais la construction de ces engins n'a en elle même rien apporté à la science puisqu'on s'est ingénié à doter un appareil de guerre d'inventions depuis longtemps connues et mises au point sur des prototypes expérimentaux.

Ce fait apparait d'autant mieux en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qu'on développe des avions uniquement expérimentaux qui n'auront d'autres tâches que de mettre au point des innovations qui serviront plus tard aux matériels militaires et civils, mais les militaires ayant le pas sur les civils.

Dans le domaine de la recherche spatiale il est encore plus difficile d'affirmer que la construction de fusées militaires est techniquement indispensable à celle-ci.

Mais c'est parce que les missiles avaient un usage militaire indiscutable qu'on a développé la recherche spatiale.

Les dépenses militaires constituent le moyen principal en régime capitaliste de développer les forces productives et cela est particulièrement évident dans le domaine de l'aéronautique.

Les dépenses militaires sont devenues une des caractéristiques principales du capitalisme monopoliste d'après guerre. Alors qu'en 1939 elles ne représentaient que 1 % du Produit National Brut américain, depuis la seconde guerre mondiale, elles ne sont jamais descendues au-dessous de 10 % avec des « pointes » de plus de 20 % pendant la guerre de Corée.

Les problèmes de la croissance économique et du développement du progrès technique ne sont pas des problèmes neutres. Ce sont des questions de classe.

Les dépenses militaires en tant que seul moyen de développement du progrès technique représentent un gaspillage fabuleux qu'une société socialiste supprimera. Du point de vue du capitalisme elles sont logiques et source de profit. Mais un des théoriciens les plus fameux de l'aide de l'Etat pour venir en aide à l'initiative privée défaillante, J.M. Keynes donnait comme type d'activité rentable pour l'économie capitaliste mais totalement inutile à la société : « supposons que le Trésor emplisse de vieilles bouteilles avec des billets de banque pour les enterrer ensuite à une profondeur adéquate dans des mines de charbon désaffectées, comblées ensuite d'ordures municipales. Puis supposons qu'il charge des entreprises privées, selon les principes éprouvés du laissez faire, de creuser pour récupérer les billets, le droit de ce faire étant d'ailleurs obtenu en soumissionnant pour des concessions sur le territoire «billetifère» ; le chomage n'aura alors plus de raison d'être et, grâce à l'effet multiplicateur de cette activité le revenu réel de la communauté et la fortune nationale déviendront bien supérieurs à ce qu'ils sont à présent. Il serait bien sûr plus raisonnable de construire des maisons, etc., mais s'il y a à cela des difficultés politiques, ce qui est suggéré ici serait mieux que rien ».

A vrai dire remplaçons les bouteilles remplies de billets par les Mirages et autres Polaris, sans compter les divers tanks, fortifications, etc., et la « solution limite » de Keynes est en place.

Un économiste bourgeois libéral, Seymour Melman aux termes d'une enquête sur le désarmement concluait par ces lignes désabusées « Dans un proche avenir, les dépenses d'armement permettront peut être de concilier un taux modeste d'investissements privés avec le plein emploi. Cependant, n'oublions pas que le réarmement pourrait ne pas être éternel ; sinon nous donnerions raison à la thèse qui veut que seuls des préparatifs de guerre peuvent assurer le plein emploi en régime capitaliste ».

Hélas pour les libéraux et les réformateurs du capitalisme par l'intermédiaire d'un contre plan ou d'une démocratie véritable, le capitalisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire.

Un simple spectacle comme celui du Salon de l'Aéronautique de juin 1965 pouvait nous en convaincre.

H. GRAFF.

Première réunion du cercle Léon Trotsky

Le Cercle Léon Trotsky a réuni 370 personnes à la Mutualité le vendredi 25 juin. Le premier exposé prévu à l'ordre du jour de la réunion traitait du problème : « La politique actuelle de l'impérialisme américain conduit-elle à une 3e guerre mondiale ? » Au cours de son exposé, l'orateur s'est employé à montrer que la situation actuelle de l'impérialisme américain ne l'obligeait pas, dans l'immédiat, à trouver dans la guerre généralisée la solution de ses problèmes.

Mais la lutte d'émancipation des peuples des pays sous-développés gagne de plus en plus les limites que l'impérialisme ne peut laisser franchir sous peine de voir se rompre l'équilibre politique du monde, et surtout, en ce qui concerne les pays du continent sud-américain son propre équilibre économique et politique interne. Or, la lutte émancipatrice des peuples opprimés par l'impérialisme échappe à tout contrôle. L'impérialisme appauvrit sans cesse les peuples sous-développés et ces peuples se dressent de plus en plus contre cette oppression. La politique russe de coexistence pacifique vise à maintenir cette situation pour éviter d'acculer l'impérialisme à la guerre. Mais cela ne fait que reculer les limites du problème au détriment des masses opprimées. Une politique révolutionnaire consisterait, au contraire, à aider les peuples opprimés en lutte à faire plier l'impérialisme avant de lui laisser la possibilité de tenter de résoudre ses difficultés par la guerre et en même temps à combattre l'impérialisme par l'organisation du prolétariat des pays avancés.

Cet exposé a suscité une discussion au cours de laquelle des problèmes ont été soulevés concernant notamment la politique de l'U.R.S.S. et l'attitude à avoir en cas de conflit.

Un deuxième exposé a été fait pour répondre à un certain nombre de préoccupations nées du renversement de Ben Bella en Algérie.

Sur ce point, les discussions ont été au moins aussi nourries. Nos lecteurs trouveront, par ailleurs, notre position sur ce problème.

A partir du mois d'octobre, le Cercle Léon Trotsky se propose de continuer le cycle de ses conférences à la cadence d'une par mois.

AU SUD-VIETNAM

L'état de guerre

Du régime de la loi martiale instauré le 1er novembre 1963, après la chute de Diem, le Sud Vietnam vient de passer officiellement le 24 juin à l'« état de guerre ». Dans chaque ville un emplacement est prévu pour les exécutions publiques avec sacs de sable et poteau d'exécution pour fusiller « les fonctionnaires corrompus, les soldats lâches et les spéculateurs ».

Le 22 juin, c'est un jeune vietcong de vingt-cinq ans qui était fusillé, à l'aube, à Saïgon. La presse va être supprimée. Les trente-six journaux existant sont suspendus. A partir du 1er juillet, deux journaux, un pour le front, l'autre pour l'intérieur aideront le « gouvernement » des généraux à maintenir le moral des troupes et des civils. Quant à la mobilisation générale récemment décidée, elle est difficile à réaliser même pour le « gouvernement des généraux » car la guerre se mène contre la majorité du peuple vietnamien et la mobilisation générale obligera ceux qui n'ont pas encore pris le fusil à choisir leur camp sans délai et augmentera, en fait, les effectifs vietcongs.

Le même général Ky, porte parole du gouvernement, répondant le 24 juin aux journalistes mécontents : « Vos cris et vos protestations font moins de bruit qu'une mitrailleuse, je suis militaire et le bruit des mitrailleuses ne me fait pas peur », appelle la population à conserver son calme mais fait mettre en place dans Saïgon des automitrailleuses et des chars. Dès le vendredi 25 au soir, le couvre-feu était décrété, se voulant un couvre-feu « antiluxe » et visant à la fermeture des boîtes de nuit et des bars.

Le même soir, deux engins explosaient dans un restaurant « chic » de Saïgon faisant quarante-trois morts et quatre-vingt blessés. Attentat vietcong dit le gouvernement. Peut-être. « Action criminelle », dit-il. Si les attentats frappent des innocents, les tonnes de bombes, de napalm déversées sur les villes et les campagnes vietnamiennes tuent combien d'innocents ?

La guerre qu'on n'osait pas appeler par son nom a pris une telle ampleur qu'elle est maintenant reconnue officiellement et qu'il y a identité entre le gouvernement de Saïgon et l'Etat-Major Sud Vietnamien. Depuis la chute de Diem, les gouvernements se sont succédés et notamment les différents généraux représentant les différents corps d'armée.

Ces gouvernements étaient plus ou moins reconnus par les U.S.A. à la recherche d'un soi-disant gouvernement « valable ». Mais en fait, les U.S.A. n'ont nul souci de trouver un tel gouvernement. Car une solution réelle, nécessite le retrait des troupes U.S. Or, les U.S.A. ont montré qu'ils étaient décidés à ne pas quitter le sud-vietnam. Aussi, leur seul souci, est-il de tenir, d'un gouvernement à l'autre, d'un Khan à un Ky.

L'« état de guerre » leur évitera peut-être de faire semblant de rechercher ce gouvernement « civil » qui n'a pas sa place au Sud-Vietnam et qui ne pouvait être qu'un gouvernement fantoche.

La guerre embrase le Vietnam. Washington ne désespère pas de la gagner, nous dit M. Mc Namara. Il se prépare à envoyer vingt mille hommes en renfort. Pendant ce temps, la « mission de paix » du Commonwealth et de M. Wilson, approuvée par Washington, est refusée par Pékin et Hanoï qui, à juste titre estiment qu'une telle proposition de médiation n'est qu'une « farce ». Pour les participants du Commonwealth, Canada, Inde, une solution militaire serait la pire éventualité.

Cependant, il n'y a plus de solution négociée possible. Le peuple vietnamien est engagé dans une lutte à mort. Il n'acceptera un Pan Mun Jong, que vaincu militairement. C'est ce que vont essayer de faire les U.S.A.. Mais pour cela, il leur faudra mener une guerre aussi dure que celle de Corée et là les U.S.A. auront peut-être à compter avec la résistance de leur propre peuple.

Françoise MAIGNAN

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LES BELLES LETTRES AU SERVICE DES BELLES CAUSES

M. l'Académicien André François-Poncet, dans un éditorial du « Figaro » du 1-6-65 verse quelques larmes sur l'organisation du service militaire qui doit être modifiée :

« Ce n'est pas d'un cœur léger que nous verrons disparaître l'institution du service militaire universel et obligatoire, remplacée par celle d'un service dit « sélectif »...

...La caserne soumettait la liberté de l'individu à des contraintes parfois pénibles. Mais celles-ci, à tout prendre, étaient salutaires. Elles enseignaient la discipline, l'obéissance, « sans hésitation, ni murmure », à des ordres que l'on ne pouvait discuter »...

En effet, quel apprentissage est plus nécessaire à l'exploitation du travailleur qui, toute une vie après devra subir les coups de gueule de la maîtrise sous les directives des cadres. C'est même avec un certain soulagement qu'après son temps, on accepte que l'adjudant soit remplacé par le contremaître, qu'on ne vous mette plus « dedans » mais « dehors » chaque fois que vous avez omis d'être le travailleur docile et dévoué espéré.

Nous n'avons rien de bon à apprendre à l'armée. Pas même le maniement des armes dont nous devrons nous servir contre nos exploiteurs. Nous laisserons les défenseurs du capital seuls verser des larmes sur l'ancien système. Car nous ne sommes même pas pour un service « sélectif », mais pour la suppression totale du service militaire.

PROTEGEZ-MOI DE MES " AMIS "

Dans le « Monde » du 12-6-65, nous relevons ces deux titres :

« La mission de protection des C.R.S., notamment à l'égard des jeunes, sera rencorcée cet été. »

Et plus loin :

« Au cours du monôme traditionnel : échauffourées entre lycéens et la police au Quartier Latin ». Dans l'article, le rédacteur ajoutait : « le monôme du bac... a été marqué par divers actes de violence, des bagarres et des arrestations ».

Les C.R.S. se préparent sans doute pour cet été.

A la place des jeunes, on se méfierait ; pour les C.R.S. on n'est sans doute bien protégés qu'en taule.

VIVENT LES GAULLISTES DE GOCHE

Le congrès de l'Association France-U.R.S.S. s'est tenu à la Pentecôte dans la banlieue parisienne. Durant trois jours, des centaines de congressistes se sont congratulés et félicités du rapprochement entre les deux pays. La grande fraternisation a atteint son point culminant au moment de l'élection du bureau où voisinent le général « communiste » Petit et un compagnon d'un autre général plus connu, un certain Capitant. Sans commentaires !

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs

« VOIX OUVRIERE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

La crise algérienne

● Suite de la page 1

d'autre chose que de guerrilla.

Par contre, cette armée des frontières convenait à merveille pour jouer le rôle de gendarme dans le futur Etat algérien. Aucun des chefs FLN n'a dénoncé le danger devant l'ensemble du peuple algérien et des militants du Front... avant d'en être victime personnellement. Ils ont donc bien tous accepté au départ que cette armée soit l'arbitre de la nation algérienne.

Et c'est bien ce qu'elle a été depuis trois ans. A chaque conflit opposant les leaders politiques entre eux, c'est elle qui a fait le poids décisif dans la balance. Quelques fois en agissant directement comme au lendemain de l'indépendance ou contre les maquis kabyles du colonel Mohand ou El Hadj, d'abord, d'Aït Ahmed ensuite. La plupart du temps d'ailleurs, elle n'a pas eu besoin d'intervenir directement, et sa seule présence a suffi à convaincre les vaincus de leur défaite. Ben Khedda, Boudiaf, Krim Belkacem, Ferhat Abbas, Khidder, Aït Ahmed, pour ne citer que les plus illustres, ont été éliminés du pouvoir.

Pourtant aucun d'entre eux, et pas davantage Ben Bella, n'a jamais fait appel au peuple lui-même dans les luttes sans merci qu'ils se sont livrées. Jamais personne n'a invité les ouvriers et les paysans algériens, et pas plus Ben Bella que ses adversaires à mettre sur pied des organes de pouvoir à constituer des comités, des conseils qui exercent le pouvoir dans les villes et les campagnes d'Algérie, qui décident de la vie entière du pays.

Ben Bella par exemple, n'a jamais fait que parler de la création possible de milices. Il était pourtant au pouvoir depuis trois ans. Cela ne demandait pas un tel délai. C'est qu'en fait il n'en voulait pas. Et, en parler, n'était qu'un calcul politique pour l'aider dans sa lutte d'appareil contre d'autres leaders politiques ou militaires. Il n'empêche que certains militants révolutionnaires ont pu penser que leur tâche était non pas d'aider le peuple algérien à prendre conscience de la nécessité de ces milices et de celle de les créer lui-même, mais de convaincre Ben Bella et l'appareil d'Etat, qui prouvait par leur politique quotidienne qu'ils n'en voulaient pas, de les créer quand même.

Les ouvriers agricoles s'emparant des terres vacantes par la force, Ben Bella avait légalisé les comités de gestion. Ces mêmes militants révolutionnaires en ont déduit non pas qu'il s'agissait de convaincre les ouvriers et les paysans algériens qu'ils pourraient avoir satisfaction s'ils étaient décidés à imposer eux-mêmes leurs revendications, mais qu'il s'agissait de convaincre Ben Bella d'aller au devant de leurs désirs. Lenine qualifiait d'imbécile sans espoir celui qui, en politique croit sur parole. Quels qualificatifs devrions-nous employer pour ceux qui veulent croire même à l'encontre des faits et des paroles ?

C'est lorsqu'il eut éliminé tous ses adversaires que Ben Bella s'est trouvé complètement prisonnier de l'armée. Face à celle-ci il n'y avait plus rien puisque les autres leaders étaient à la retraite, en exil ou en prison, et que les syndicats de l'U.G.T.A. et le parti du F.L.N. étaient réduits au rôle de simples courroies de transmission des ordres gouvernementaux.

Au premier conflit même mineur, entre les deux hommes qui restaient en lice, c'était à l'armée de décider encore une fois. Bien entendu cette fois-là c'était Boumedienne et non Ben Bella qui était le mieux placé.

L'inconfortable de sa position, Ben Bella l'a bien senti d'ailleurs. Il a essayé d'y remédier. Certes, fidèle à sa politique, ce n'est pas en faisant appel aux masses, en constituant les fameuses milices dont il avait parlé, en appelant le travailleur à créer des comités populaires destinés à défendre la révolution. Non, il a seulement essayé de remettre en place certains leaders qu'il avait jusque là contribué à écarter avec l'aide de l'armée. Ainsi dans les jours qui précédèrent sa chute, certains leaders furent libérés ; on parlait d'amnistie pour d'autres et de réconciliation nationale pour tous. Ces gestes avaient généralement été interprétés comme la preuve que Ben Bella sentait son pouvoir assuré. C'était tout le contraire.

Est-ce cette tentative de se prémunir contre elle qui a amené l'armée à déposer le chef qui montrait certains signes de méfiance à son égard ? Bien que le conflit soit latent, cela a pu en effet suffire à le précipiter.

Aujourd'hui il est difficile de se faire une opinion sur les réactions de l'ensemble du peuple algérien, au su des nouvelles fragmentaires et censurées qui nous arrivent d'Algérie. Certes des manifestations ont eu lieu. Par endroit l'armée a même tiré sur la foule. Et si les manifestations sont moins importantes que celles auxquelles on pouvait s'attendre, elles semblent bien être au moins le symptôme de l'hostilité de la majorité à une dictature militaire.

Celle-ci, en effet, ne sera peut-être pas moins nationaliste dans sa politique économique et sa diplomatie que le gouvernement de Ben Bella. Mais ce qui est à peu près certain c'est que les prisons vont se remplir, l'arbitraire policier et les tortures s'amplifier, les fusillades et les exécutions se faire monnaie courante pour peu qu'une opposition surgisse. Et ce n'est certes pas là une différence négligeable avec le régime précédent bien que celui-ci n'ait nullement méconnu l'existence des prisons, de l'arbitraire policier, des tortures et même des exécutions.

Le tragique de la situation algérienne c'est que l'on ne voit pas parmi les forces politiques recensées celle qui serait capable de susciter la nécessaire réaction populaire, de la galvaniser, de l'organiser, de faire à fond appel aux ouvriers et aux paysans parce qu'elle leur fait à fond confiance.

Le personnel politique benbelliste nous donne dans sa grande majorité le spectacle de la plus triste des palinodies. Et de tous ceux qui chantaient naguère les louanges du chef c'est à qui maintenant fera son portrait le plus noir. Comme tous les opportunistes du monde c'est quand il est à bas qu'ils le découvrent despote, tyran et traître.

Le parti du F.L.N. épuré par les exclusions, les écœurements, les promotions dans l'administration ou l'armée, n'est en rien préparé à jouer le rôle de catalyseur de la volonté populaire. Ne parlons pas du P.C.A. qui a renoncé, même si ce n'est pas de bon gré, à se maintenir sous son propre drapeau et s'est intégré au F.L.N.

Les leaders de l'opposition anti-benbelliste gardent un silence prudent ou se livrent à une véritable compétition afin de se faire admettre par le nouveau pouvoir.

Il est d'ailleurs possible que celui-ci y consente du moins pour partie d'entre eux. Prendre à son service quelques personnalités connues donnerait à Boumedienne une caution démocratique dont il a bien besoin. Mais il est évident que les hommes qui accepteront d'entrer dans le jeu n'auront pas d'autre avenir que celui d'hommes de paille du nouveau dictateur. Ainsi Bonaparte après le 18 Brumaire s'était associé un certain nombre d'anciens conventionnels.

Quant aux formations clandestines, qui affirmaient se situer à la gauche de Ben Bella, Front des Forces Socialistes d'Aït Ahmed, Comité National de Défense de la Révolution de Boudiaf, on ne sait si leur silence dans ces événements graves est dû à leur manque de force ou à leur manque de volonté d'entamer la lutte.

Les masses algériennes, les militants révolutionnaires qui existent sûrement, désorganisés et dispersés, trouveront-ils quand même la possibilité et la force d'entreprendre la lutte et de la mener à bout ? Les derniers événements d'Algérie ont montré, une fois de plus, que là comme partout ailleurs, et aussi en France, ce qui fait le plus grand défaut c'est un parti révolutionnaire lié aux masses, qui en soit l'expression et qui soit capable d'exprimer clairement les objectifs à atteindre et la manière de les réaliser.

Si l'ensemble des militants révolutionnaires qui ont cru pouvoir œuvrer pour la révolution socialiste en passant par d'autres voies comprenaient cette vérité essentielle, l'avenir politique d'un Boumedienne serait sans doute moins long qu'il ne le pense.

Jacques MORAND

THÉATRE

« La mort d'un commis-voyageur » de Arthur Miller

Le théâtre d'Aubervilliers vient de reprendre la pièce d'A. Miller « La mort d'un commis voyageur ».

Cette pièce qui date maintenant de plus de 10 ans n'a absolument pas vieilli.

A. Miller y refait vivre le cadre moyen américain dans toute la réalité de son existence. Et les Willy Loman existent encore par milliers en Amérique.

Willy Loman a 65 ans. La dernière traite de crédit vient d'être payée. Sa maison lui appartient. Il est libre ! libre ! comme hurle sa femme sur sa tombe.

Oui, Willy Loman vient de se tuer.

A 65 ans, après des dizaines de milliers de kilomètres parcourus à travers la banlieue de New York, il a osé, épuisé par la médiocrité de son métier demander un poste fixe à son patron — qu'il a vu naître — Déjà depuis plusieurs mois, ce jeune patron d'avant-garde, l'avait remis au rang de débutant en lui supprimant son fixe. Pour le cacher à sa femme et à ses fils qu'il vénère, Loman devait emprunter régulièrement à un ami le complément de sa paie.

Ainsi, il a cherché un autre moyen que son travail pour donner à la famille Loman le « rang » qu'elle mérite : se tuer. Dans cette société où tout se vend, la mort aussi peut rapporter : l'assurance-vie versera 20 mille dollars à la veuve !

Toute sa vie Willy Loman a essayé de se hisser dans la hiérarchie suivant l'échelle de valeurs de la société bourgeoise. Il a acheté sa maison, puis les meubles de sa maison, a élevé ses deux fils, le tout bien entendu à crédit. Ce qui l'obligera pendant 25 ans à être bien discipliné et à payer sans retard toutes les traites.

Mais le rêve prend fin brutalement, Willy n'a plus de travail toute sa vie il n'a été que le commis voyageur pour le profit de son patron qui le renvoie maintenant car il ne rapporte plus assez. Ses fils ne seront jamais des « industriels », ils ne « réussiront » pas plus que leur père.

Le désespoir l'emporte, les 20 mille dollars de rente lui donnent bonne conscience ; sa famille comprendra pourquoi il a fait cela...

Ainsi, Willy Loman est mort pour que sa femme et ses deux fils vivent. Mais ni Biff, le champion de rugby, ni son frère ne pourront évoluer dans cette société. Ils n'en supportent pas le poids, ils sont donc voués à subir l'exploitation qui tua leur père.

Cela évidemment ils ne l'accepteront pas plus, alors, l'un va se louer comme vacher au Texas et l'autre dépense sa médiocre paie de garçon de bureau avec « les filles ».

Voilà le choix que la société leur offre. Cette société de dollars que les « moralistes » essaient de faire miroiter aux yeux des jeunes comme la plus « décontractée », la plus libre... de mourir comme Willy Loman.

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le **samedi de 12 à 17 heures.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● **BANLIEUE :**

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

LEVALLOIS : Permanence supprimée.

● **PROVINCE :**

BESANÇON : Café National, 5, quai de Strasbourg, tous les **mercredis de 18 h à 19 h 30.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **jeudi 1er juillet et 15 juillet de 10 à 12 h et de 17 à 19 h.**

DIJON : Café « La Cathédrale », place Ste-Bénigne, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

LYON : Café « Les Etats-Unis » 137, av. du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : « Bar de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le **vendredi, de 18 à 20 heures.**

SAINT-CHAMOND : Café «Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les **jeudis 1er juillet et 15 juillet de 17 h 30 à 18 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue Tréfileries, **les jeudis 1er juillet et 15 juillet de 15 h à 16 h 30.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, **tous les samedis de 16 à 18 heures.**

TOULOUSE : Café « Valade », 39, rue Valade, les **jeudis 1er juillet et 15 juillet de 17 h à 18 h 45.**

TOULOUSE : « Grand Café des Minimes », 1, avenue des Minimes, **vendredis 2 juillet et 16 juillet de 17 h 30 à 18 h 30.**

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.